



**ACTUALISATION DU DOCUMENT DE
REFERENCE 2014 (N° D. 15-0141) ET
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
DEPOSES AUPRES DE L'AMF
LE 31 JUILLET 2015**

Document de référence N° D.15-0141 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers
le 16 mars 2015



La présente actualisation du document de référence a été déposée auprès de l'AMF le 31 juillet 2015 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

ACTUALISATION PAR CHAPITRE DU DOCUMENT DE REFERENCE

I Rapport d'activité semestriel	1
I.1 Le Groupe La Banque Postale.....	1
I.2 Environnement et faits marquants	3
I.2.1 Environnement économique et financier	3
I.2.2 Groupe La Banque Postale : Faits majeurs au 1er semestre 2014.....	4
I.3 Activité et résultats du premier semestre 2015.....	6
I.4 Notations	14
I.5 Facteurs de risques et d'incertitudes	14
I.6 Informations sur les parties liées	14
II Gouvernement d'entreprise.....	15
III Gestion des risques	16
III.1 Risque de contrepartie	16
III.2 Risque de liquidité	17
III.3 Risques de marché	18
III.4 Risque global de taux	20
III.5 Exigences et adéquation des fonds propres	20
III.6 Tableau de variation des expositions souveraines GIIPes.....	23
III.7 Risques juridiques.....	23
IV Information financière au 30 juin 2015.....	26
V Informations complémentaires.....	69
V.1 Statuts	69
V.2 Changements significatifs	69
V.3 Accessibilité du Document de Référence au public.....	69
V.4 Tendances	69
VI Responsables du contrôle des comptes.....	70
VII Responsable de l'actualisation du document de référence.....	71
VIII Table de concordance de l'actualisation.....	72
IX Table de concordance du rapport financier semestriel	78

I Rapport d'activité semestriel

Rapport d'activité semestriel

I.1 Le Groupe La Banque Postale

La Banque Postale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, est la société mère du Groupe La Banque Postale.

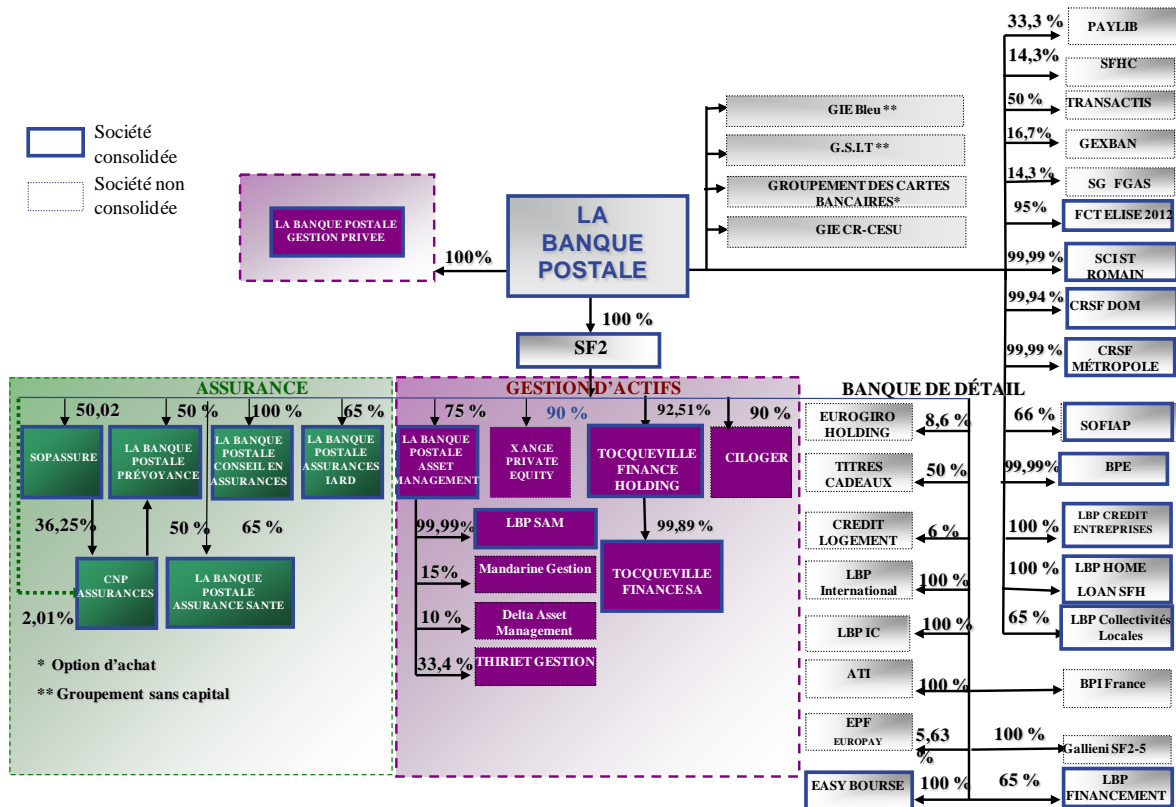
Héritière des Services financiers de La Poste, elle a, à ce titre, repris les valeurs de confiance, d'accessibilité et de proximité du Groupe, lui conférant dès l'origine un positionnement original et unique sur le marché français. Sa stratégie est fondée sur des tarifs de prestations modérés, une accessibilité à tout client et une offre de produits simples axés sur l'essentiel.

Le Groupe La Banque Postale emploie directement plus de 4.000 salariés répartis sur l'ensemble du territoire français. Par ailleurs, les 14 406 collaborateurs des Services financiers de La Poste sont placés sous la responsabilité du président du Directoire de La Banque Postale en sa qualité de directeur général adjoint de La Poste en charge des Services financiers. Cette organisation repose notamment sur 22 centres financiers (18 centres financiers métropolitains, 4 centres financiers des départements d'outre-mer), dont 6 centres financiers nationaux disposant d'une expertise spécifique et sur une direction informatique dédiée. Elle s'appuie également sur 45 filiales et participations stratégiques.

L'activité du Groupe La Banque Postale est centrée sur les activités de banque de détail en France et plus particulièrement sur la clientèle de particuliers. Elle est organisée autour de trois secteurs d'activités :

- la Banque de détail en France, son cœur de métier, principalement orientée sur une clientèle de particuliers étendue aux entreprises depuis 2011 et aux collectivités locales depuis 2012 ;
- l'Assurance (vie, prévoyance, dommages et santé) ;
- la Gestion d'Actifs (sociétés de gestion d'actifs et gestion privée).

Organigramme au 30 juin 2015



I.2 Environnement et faits marquants

I.2.1 Environnement économique et financier

Croissance mondiale modérée et reprise graduelle dans la zone euro et en France

- La croissance mondiale a été modérée (un peu en-deçà de 3.5%), plutôt inférieure aux attentes du début d'année. La tendance fondamentale de l'économie américaine est restée bonne mais l'activité a ralenti dans plusieurs pays émergents (Chine, Asie hors Chine et Japon). Elle s'est même contractée au Brésil et en Russie (récession en début d'année). Dans la zone euro, la croissance semble installée sur un rythme voisin de 1.5 % par an. Cette reprise graduelle bénéficie de plusieurs soutiens : baisse de l'euro, chute du prix du pétrole, taux d'intérêt bas du fait de la politique monétaire très active de la BCE. En France, la tendance est identique avec une croissance du PIB national qui pourrait atteindre 1.3% en moyenne annuelle cette année après +0.2% en 2014

Chute puis vif rebond des taux d'intérêt à moyen long terme ; taux courts nuls voire négatifs, hausse des Bourses Européennes au 1^{er} trimestre.

- Jusqu'à mi-avril, les taux d'intérêt à moyen-long terme dans la zone euro ont poursuivi leur vive baisse de fin 2014. Les rendements des obligations d'Etat les plus sûres ont atteint un plus bas mi-avril avec des niveaux proches de 0.35 % pour l'OAT 10 ans. Cette chute a été suivie d'une forte correction haussière en fin de période. Le taux de l'OAT 10 ans est ainsi remonté à 1.2 % en juin (moyenne mensuelle) contre 0.84 % en décembre 2014. Les taux d'intérêt à court terme restent extrêmement bas.

Malgré une inflation nulle fin 2014, le taux du Livret a été maintenu à 1.0% en début d'année.

- Les places boursières ont bénéficié au premier trimestre de l'amélioration des perspectives économiques de la zone euro et d'une devise européenne plus faible, avant d'amorcer un repli au 2^{ème} trimestre sous l'effet d'une nouvelle crise de la dette grecque. La tendance reste toutefois positive sur l'ensemble du semestre (+12.0% pour le CAC 40).

I.2.2 Groupe La Banque Postale : Faits majeurs au 1er semestre 2015

Dans un contexte de marché marqué par un niveau de taux d'intérêt historiquement bas et une instabilité accrue en fin de période, La Banque Postale affiche des résultats semestriels solides, en progression par rapport au premier semestre 2014.

Le produit net bancaire, en hausse de 2.9%, s'inscrit à 2 929 millions d'euros. Hors provision épargne logement, à périmètre constant¹, il progresse de 3.9%. Le coefficient d'exploitation s'améliore de plus de 0.9 point à 81.5 %. Le résultat net s'élève à 370 millions d'euros, en hausse de 2.9%.

La Banque Postale se renforce en 2015 auprès de la clientèle de particuliers. Plus de 8.65 millions de clients utilisent La Banque Postale comme banque principale (+0.8% sur un an), et La Banque accompagne désormais près de 577 000 clients patrimoniaux (+4.2%), en s'appuyant sur une gamme élargie de services et de produits d'épargne, d'assurance et de crédit.

Dans le domaine du financement, La Banque Postale affiche une progression notable de la production de prêts accordés (+37%) à 6.7 milliards d'euros. Les encours de crédits atteignent 59.3 milliards d'euros (+4.2%), dont près de 3 milliards d'euros de Prêts à l'Accession Sociale dont les encours ont doublé sur la période.

Sur le marché des entreprises et des professionnels, de nouveaux produits sont venus enrichir la gamme: solution d'affacturage collaboratif, développée en partenariat avec l'UGAP, offrant aux entreprises éligibles des conditions de paiement et des délais avantageux ; offre en assurance santé collective, développée dans le cadre du partenariat entre LBP Assurance Santé, Malakoff-Mederic, La Mutuelle Générale et la Mutuelle UMC, depuis le 2 avril 2015.

Le dynamisme commercial de LBP auprès des entreprises se traduit par une forte croissance des encours de dépôts à vue (+26 % entre juin 2014 et juin 2015) et une croissance de la production de crédits de 1.3 milliard d'euros au premier semestre 2014 à 2.8 milliards d'euros sur la même période en 2015.

Dans le domaine de la gestion d'actifs, La Banque Postale renforce la gamme de fonds proposés à ses clients particuliers et institutionnels, et complète ses expertises grâce aux accords conclus avec Aegon et au rapprochement conclu ce jour avec Federis. Ainsi, de nouvelles offres en matière de fonds diversifiés et de fonds internationaux seront mis en place dans le cadre du partenariat avec Aegon, tandis que la gamme ISR du Groupe sera renforcée par le rapprochement avec Federis. Ces partenariats se traduisent par la prise de participation minoritaire de 25% de LBPAM par Aegon conclue le 03 juin 2015, et un apport de 100% du capital et des droits de vote de Federis à LBPAM, ainsi qu'une prise de participation par Malakoff Médéric de 5% du capital de La Banque Postale Asset Management.

¹ Effet périmètre : Sofiap

Le nouveau groupe ainsi formé devrait consolider sa place de 5^{ème} acteur sur le marché français avec un volume proche de 180 milliards d'euros d'actifs sous gestion.

Dans le domaine du Private Equity, l'accord conclu le 11 mai 2015 entre La Banque Postale et Siparex permet de rapprocher Xange Private Equity, société de gestion pour compte de tiers du Groupe, et Siparex, acteur majeur du capital investissement en France. LBP cède ainsi la totalité de sa participation dans Xange PE à Siparex (pour 70%) et à La Poste (à hauteur de 20%).

Enfin, l'élargissement de l'offre de gestion d'actifs immobiliers (OPCI et SCPI) permet de compléter la gamme et d'offrir aux clients de La Banque Postale des opportunités d'investissements dans un contexte de taux bas. Ce développement s'est poursuivi en 2015 avec le rachat de la participation de Nexity dans CILOGER, acteur de référence des métiers de l'immobilier non coté. La Banque Postale détient désormais 90% de CILOGER.

Dans le secteur de l'assurance, La Banque Postale, La Mutuelle Générale, Malakoff Mederic et la Mutuelle UMC se sont associés pour concevoir un produit répondant aux besoins des bénéficiaires de l'ACS (Aide à la Complémentaire Santé). L'offre « Oui Santé » a été retenue par le Ministère de la Santé dans le cadre de son appel d'offres. LBP a également lancé en 2015 une nouvelle gamme d'assurance dépendance, composée de deux offres, Assurance Autonomie et Forfait Autonomie, commercialisées depuis le 28 janvier 2015.

1.3 Activité et résultats du premier semestre 2015

Dans un contexte de taux d'intérêts historiquement bas, La Banque Postale affiche des résultats opérationnels en hausse, traduisant une activité commerciale soutenue.

Résultat consolidé (en millions d'euros)			
<i>Principales lignes du compte de résultat</i>	Juin 2015	Juin 2014²	%
Produit net bancaire	2 929	2 846	2.9%
Frais de gestion	-2 376	-2 335	1.8%
Résultat brut d'exploitation	552	511	8.1%
Coût du risque	73	72	2.1%
Résultat d'exploitation	479	439	9.1%
MEE CNP	111	114	-2.7%
Résultat avant impôts	589	553	6.5%
Impôts et intérêts minoritaires	-219	-193	13.3%
Résultat net part du groupe	370	360	2.9%
Coefficient d'exploitation	81.5%	82.4%	- 0.9 point

Le produit net bancaire (PNB) consolidé s'élève à 2 929 millions d'euros, en progression de 2.9% par rapport au 30 juin 2014.

Hors provision épargne logement et à périmètre comparable³, le PNB est en hausse de 3.9% par rapport à juin 2014. Ceci traduit la bonne performance commerciale et financière du groupe, à laquelle contribue l'ensemble des activités.

Ainsi, les encours de dépôts à vue et de crédits progressent respectivement de 5.9% et 9.1% par rapport au premier semestre 2014 et le PNB de la Banque de Détail progresse de 2.5% à 2 746 millions d'euros (soit +3.7% à périmètre comparable et hors provision EL).

² Pro forma de l'intégration globale de LBPP

³ Effet périmètre SOFIAP

Le secteur de la gestion d'actifs, porté par la dynamique de la gestion sous mandats et par la forte croissance des marchés actions durant la première partie du semestre, affiche de bons résultats avec un PNB en hausse de 19.5% à 90 millions d'euros.

Le PNB des filiales d'Assurance est quasi-stable à 92 millions d'euros. Hors changement de classement comptable des impayés⁴, la croissance est significative (+4.7%), portée par le succès des offres d'assurance santé et d'IARD.

<i>Produit net bancaire (en millions d'euros)</i>	Jun 2015	Jun 2014	%
Banque de détail	2 746	2 678	2.5%
Gestion d'actifs	90	76	19.5%
Assurance	92	93	-0.6%
Total	2 929	2 846	2.9%

Les frais de gestion du Groupe s'établissent à 2 376 millions d'euros, en augmentation de 1.8% par rapport à fin juin 2014. A périmètre constant⁵, la hausse est de 1.4%.

Cette évolution traduit les actions menées par La Banque Postale au premier semestre 2015 pour le programme de transformation de son système d'information, décliné au travers de grands projets de refonte de la distribution et des plateformes bancaires.

Le coefficient d'exploitation s'améliore de plus de 0.9 point et atteint 81.5% à fin juin 2015.

Le coût du risque s'élève à 73 millions d'euros, en hausse de 2.1% par rapport à juin 2014. Rapporté aux encours, le coût du risque des crédits s'élève à 19 points de base et reste stable par rapport au premier semestre 2014, malgré la forte hausse des encours de crédits.

Le résultat d'exploitation atteint 479 millions d'euros, en hausse de 9.1% par rapport à juin 2014

La quote-part de résultat mis en équivalence de la CNP est en repli de 2.7% à 111 millions d'euros.

Au total, le résultat avant impôts progresse de 6.5% à 589 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 370 millions d'euros et progresse de 2.9% par rapport à la fin du premier semestre 2014.

⁴ Classés en coût du risque en 2014, les impayés de LBPIARD et LBPAS sont désormais comptabilisés en PNB.

⁵ Effet périmètre : Sofiap

La Banque Postale présente une structure financière solide :

- le ratio *Common Equity Tier 1*⁶ de La Banque Postale s'établit à 13.1%, en hausse de 0.4 point par rapport au mois de décembre 2014.
- le ratio global de solvabilité de La Banque Postale s'établit quant à lui à 17.2%, en hausse de 0.15 point par rapport au 31 décembre 2014.
- Avec application de l'acte délégué publié en octobre 2014 par la Commission Européenne, le ratio de levier estimé⁷ de La Banque Postale s'élève à 5.3%, en baisse de 0.1 point par rapport au 31 décembre 2014..

La Banque Postale affiche une position de liquidité confortable se traduisant par :

- un ratio crédits/dépôts de 74%⁸, en progression de 2 points par rapport à fin juin 2014 du fait du rééquilibrage progressif du bilan, lié au développement du crédit.
- un LCR estimé à fin juin 2015 qui s'établit à 176%, en léger repli par rapport au 31 décembre 2014 (-12 points), mais toujours très supérieur aux exigences réglementaires.

⁶ CRR/CRD 4 avec dispositions transitoires. Le ratio fully loaded s'élève à 13.9 %, en baisse de 0.1 point par rapport au 31 décembre 2014

⁷ Ratio de levier estimé avec application de l'acte délégué Européen du 10 octobre 2014 sur le traitement de l'épargne centralisée à la CDC, sous réserve d'autorisation de la BCE, avec application des dispositions transitoires pour le calcul des fonds propres Tier 1

⁸ Le ratio crédits sur dépôts du Groupe est déterminé comme le rapport entre les prêts et les dépôts, excluant les encours d'épargne centralisés à la CDC.

La Banque de détail

Banque de détail (en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	%
Produit net bancaire	2 746	2 678	2.5%
Frais de gestion	-2 292	-2 252	1.8%
Résultat brut d'exploitation	455	426	6.6%
Coût du risque	73	67	9.3%
Résultat d'exploitation	381	359	6.0%

Le secteur de la banque de détail affiche des résultats opérationnels en hausse au 30 juin 2015.

RESULTATS COMMERCIAUX CLIENTELE DES PARTICULIERS

Pénalisés par le faible niveau des taux, les placements liquides sont en repli au profit des placements à moyen-long terme tels que l'assurance-vie et le Plan Epargne Logement, à la rémunération encore attractive.

La décollecte est particulièrement importante sur le Livret A (-3.9% à 62.0 milliards d'euros) et les OPCVM (-5.2% à 13.9 milliards d'euros), en particulier les OPCVM monétaires fortement impactés par le niveau des taux courts, en territoire négatif depuis le deuxième semestre 2014.

A contrario, les encours d'épargne logement sont en forte croissance (+8.2% à 29.6 milliards d'euros), portés par le succès du PEL dont la rémunération de 2% reste élevée malgré la baisse appliquée en début d'année 2015. Les encours de dépôts à vue des particuliers progressent de 4.2% à 47.8 milliards d'euros.

Les encours d'assurance-vie sont en hausse de 2.4% à 123.0 milliards d'euros. La part de contrats en unités de compte dans le chiffre d'affaires progresse par rapport au premier semestre 2014 et atteint 15.6%, en hausse de plus de 5 points par rapport au premier semestre 2014.

Parallèlement, l'équipement de la clientèle progresse. Le parc de cartes bancaires représente plus de 8 millions d'unités, soit une hausse de 4.2% sur un an, et le taux d'équipement des dépôts à vue en offres groupées augmente de près de 2 points à 56%.

Le crédit à l'habitat bénéficie en 2015 du niveau historiquement bas des taux d'intérêt, qui favorise une reprise modérée du financement et des transactions immobilières, et conduit à une forte vague de rachats et de renégociations. La production de crédits immobiliers de La Banque Postale est ainsi en forte hausse (+43.6%) avec près de 5.6 milliards d'euros de crédits mis en force sur le semestre, incluant une part importante de rachats externes. Le crédit à la consommation, géré par La Banque Postale Financement, connaît un vif succès avec une production de plus de 1.1 milliard d'euros, en hausse de 12.6% par rapport à 2014.

Les encours de crédits progressent de 4.2% à 59.3 milliards d'euros, dont 4.3 milliards d'euros d'encours de crédits à la consommation, en hausse de plus de 16% sur la période.

RESULTATS COMMERCIAUX CLIENTELE SECTEUR PUBLIC LOCAL, ENTREPRISES ET PROFESSIONNELS

La Banque Postale a réaffirmé au premier semestre 2015 son rôle croissant dans le financement et l'équipement des entreprises et du secteur public local.

Les encours de dépôts à vue des entreprises sont en forte progression (+26% par rapport à fin juin 2014) et atteignent 5.0 milliards d'euros au 30 juin 2015.

La Banque Postale accompagne en 2015 les entreprises dans leurs besoins de financement, en particulier sur les offres de crédit-bail immobilier et de lignes de trésorerie. Plus de 2.8 milliards d'euros ont ainsi été mis en force au premier semestre, contre 1.3 milliard d'euros à la même période en 2014.

La Banque Postale conforte son positionnement dans le financement du secteur public local avec plus de 2.7 milliards d'euros de crédits mis en force au premier semestre, en progression de près de 61% par rapport au premier semestre 2014.

Les encours de crédits des personnes morales atteignent ainsi 8.1 milliards d'euros, en hausse de plus de 66% par rapport à la période précédente. 2.5 milliards d'euros ont été cédés auprès de CAFFIL sur un an dans le cadre du refinancement du crédit aux collectivités locales et aux établissements publics de santé.

Résultats financiers Banque de détail

Le Produit Net Bancaire de la Banque de Détail est en hausse de 2.5% et s'établit à 2 746 millions d'euros. Hors dotation de la provision épargne logement et à périmètre comparable⁹, il progresse de 3.6%.

Les produits de commissions s'établissent à 1 098 millions d'euros, en hausse de 8.3% au premier semestre 2015, sous l'effet notamment de la progression de l'équipement de la clientèle et de la gestion des comptes (+35 millions d'euros) et de la hausse des commissions sur remboursements anticipés des crédits (+31 millions d'euros). Les commissions de distribution d'assurance, OPCVM et mandats de gestion progressent (+17 millions d'euros).

La marge d'intérêt s'établit à 1 705 millions d'euros, en baisse de 1.5%. Hors effet provision épargne logement, elle est stable à 1 776 millions d'euros. La dynamique de développement du financement du crédit aux entreprises et aux collectivités locales, ainsi que la croissance du crédit à la consommation, permettent de réduire l'impact négatif de la baisse des taux sur les revenus du portefeuille de crédits immobiliers.

La provision épargne logement, qui avait été dotée pour 30 millions d'euros au premier semestre 2014, fait l'objet d'une dotation de 70 millions d'euros au 30 juin 2015.

Les frais de gestion de la banque de détail progressent de 1.8% à 2 292 millions d'euros. A périmètre constant⁹, ils augmentent de 1.4%, sous l'effet de la mise en œuvre progressive des grands programmes de transformation de la banque, orientés vers l'optimisation de l'efficacité opérationnelle et le développement commercial. Les frais de personnel progressent de 12.6% à 191.6 millions d'euros, essentiellement sous l'effet des recrutements liés au développement des activités de la banque auprès des entreprises et au renforcement des fonctions risques.

Le coût du risque de l'activité de banque de détail s'établit à 73 millions d'euros, en hausse de +9.3% par rapport au 30 juin 2014. Le coût du risque au 30 juin 2015 comporte une dotation complémentaire permettant de renforcer la couverture des risques des crédits immobiliers (10 millions d'euros) et des crédits à la consommation (5.9 millions d'euros). Rapporté aux encours, le coût du risque des crédits est stable à 19 points de base.

Le résultat d'exploitation de l'activité de banque de détail s'établit à 381 millions d'euros, en progression de 6.0%. A périmètre constant et retraité des éléments non récurrents⁹, il augmente de 15.0%.

⁹ Effet périmètre : Sofiap

La Gestion d'Actifs

Gestion d'actifs (en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014	%
Produit net bancaire	90	76	19.5%
Frais de gestion	38	37	2.6%
Résultat brut d'exploitation	52	39	35.7%

Les filiales de gestion d'actifs enregistrent des résultats en forte croissance. Le PNB atteint 90 millions d'euros au 30 juin 2015, en progression de 19.5% par rapport à juin 2014.

Les encours sous gestion des filiales du pôle sont en hausse de 2.3% à 158.7 milliards d'euros.

Les encours de La Banque Postale Asset Management atteignent 149.3 milliards d'euros au 30 juin 2015, en hausse de 1.4% par rapport à fin juin 2014. Un effet marché favorable a permis de compenser au premier semestre 2015 les effets de décollecte, concentrés sur les fonds monétaires, pour la clientèle institutionnelle (-1.8 milliard d'euros), et résultant de la sécurisation de plus-values actions pour les particuliers (-0.5 milliard d'euros), malgré le succès des fonds obligataires (+0.5 milliard d'euros). Le PNB progresse de près de 18% à 49.9 millions d'euros.

La Banque Postale Gestion Privée enregistre de bons résultats commerciaux. La collecte brute, portée par la croissance de l'offre de mandats en assurance-vie, s'élève à 490 millions d'euros, inférieure de 20% à celle du premier semestre 2014 qui avait bénéficié d'une dynamique commerciale renforcée par le lancement des offres Cachemire et Satinium. Les encours progressent de 25% à 3.1 milliards d'euros.

Le PNB de Tocqueville Finance est en hausse de 5.9% à 9 millions d'euros. Il bénéficie de la bonne performance des marchés et de la gestion.

L'évolution des frais de gestion (+2.6% à 38 millions d'euros) est modérée au regard de la croissance de l'activité, l'impact de la réorganisation du pôle devant être plus sensible à partir du deuxième semestre 2015.

Au total, le résultat brut d'exploitation des filiales de gestion d'actifs progresse de 35.7% pour s'établir à 52 millions d'euros.

L'Assurance

Assurance (en millions d'euros)	S1 2015	S1 2014 ¹⁰	%
Produit net bancaire	92	93	-0.6%
Frais de gestion	-47	-47	0.3%
Résultat brut d'exploitation	45	46	-0.9%
Coût du risque	0	5	
Résultat d'exploitation	45	41	10.5%

Le résultat d'exploitation des filiales d'assurance progresse, sous l'effet de la croissance des activités d'assurance dommages et santé.

Le PNB est quasi stable à 92 millions d'euros (-0.6%). Cette évolution intègre au 30 juin 2015 les effets du reclassement des impayés sur les activités IARD et Santé, antérieurement classés en coût du risque. Retraité de cet effet, le PNB enregistre une progression sensible (+4.7%). Les frais de gestion des filiales d'assurance sont stables à 47 millions d'euros. Ainsi, le résultat d'exploitation des filiales d'assurance s'établit à 45 millions d'euros, en hausse de 10.5% par rapport au 30 juin 2014.

Le volume d'affaires nouvelles de La Banque Postale Assurance IARD est en hausse sensible (+13%, soit 293 100 nouveaux contrats). Le portefeuille de fin de période représente près de 1.27 millions de contrats, en progression de 25% par rapport au 30 juin 2014.

L'évolution du résultat technique est positive, avec un ratio de sinistralité courante de 76%, en baisse de deux points par rapport au 30 juin 2014 .

Dans ces conditions, le résultat d'exploitation de LBP Assurance IARD progresse de près de 5% à -7.0 millions d'euros.

Le portefeuille d'assurance santé atteint 93 mille contrats, en hausse de 32% par rapport au 30 juin 2014. Le résultat d'exploitation de La Banque Postale Assurance Santé progresse fortement, de 0.8 million d'euros à fin juin 2014 à 2.2 millions d'euros à la fin du premier semestre 2015.

Le portefeuille de Prévoyance individuelle de La Banque Postale Prévoyance augmente de 0.6% à 2.766 millions de contrats. Le mix produit évolue au profit de la GAV. La croissance de l'assurance emprunteurs (+6.4%) est favorisée par la reprise du marché du crédit à l'habitat. Le résultat d'exploitation progresse et atteint 27.3 millions d'euros (+3%).

¹⁰ Pro forma de l'intégration globale de LBPP

1.4 Notations

	Standard & Poor's	Fitch
Notations long terme	A	A-
Perspectives	Stable	Stable
Notations court terme	A-1	F1
Date de mise à jour	24 octobre 2014	21 mai 2015

1.5 Facteurs de risques et d'incertitudes

Les facteurs de risques et d'incertitudes n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à la situation décrite dans le chapitre 4 du Document de référence 2014.

1.6 Informations sur les parties liées

Les parties liées au Groupe La Banque Postale comprennent les principaux dirigeants et les sociétés consolidées par le groupe La Poste, filiales contrôlées exclusivement ou conjointement et sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable. Ces informations n'ont pas subi d'évolution significative depuis les éléments décrits dans le Document de Référence 2014 au chapitre 5.

II Gouvernement d'entreprise (au jour de la présente actualisation)

Composition du Directoire :

- Rémy Weber, président du directoire
- Marc Batave, secrétaire général

Composition du Conseil de Surveillance :

- Philippe Wahl, président du Conseil de Surveillance
- Yves BRASSART
- Marie-Pierre DE BAILLIENCOURT
- Nathalie DIERYCKXVISSCHERS
- Marc-André FEFER, vice-président du Conseil de Surveillance
- Jean-Paul FORCEVILLE
- Jean-Robert LARANGE
- La POSTE, représentée par Georges LEFEBVRE
- Catherine LE FLOCH
- Steeve MAIGNE
- Christiane MARCELLIER
- Maryvonne MICHELET
- Françoise PAGET BITSCH
- Didier RIBADEAU DUMAS
- Hélène WOLFF

III Gestion des risques

III.1 Risque de contrepartie

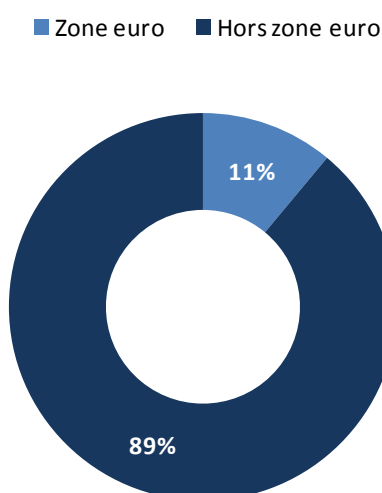
La Banque Postale est exposée au risque de contrepartie principalement dans le cadre de ses opérations sur instruments dérivés à terme.

Ce risque est limité par le fait que La Banque Postale travaille exclusivement avec des établissements financiers de premier plan, avec lesquels un accord de netting et de collatéral a été signé. Par ailleurs, les instruments utilisés sont principalement des swaps de taux « vanille ».

A la fin du premier semestre 2015, l'exposition nette totale sur ces contreparties, après application du collatéral lorsqu'il existe, est de 44.8 M€. Ces contreparties sont quasiment toutes notées a minima A-.

Zone Géographique	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012	30/06/2013	31/12/2013	30/06/2014	31/12/2014	30/06/2015
Zone Euro	1,2	66,6	22,6	18,2	19	48	37	39,7
Hors Zone Euro	2,9	29,9	3	11,4	0,7	19	2	5,1
Total	4,1	96,5	25,6	29,6	19,7	67	39	44,8

Répartition des encours au 30/06/2015

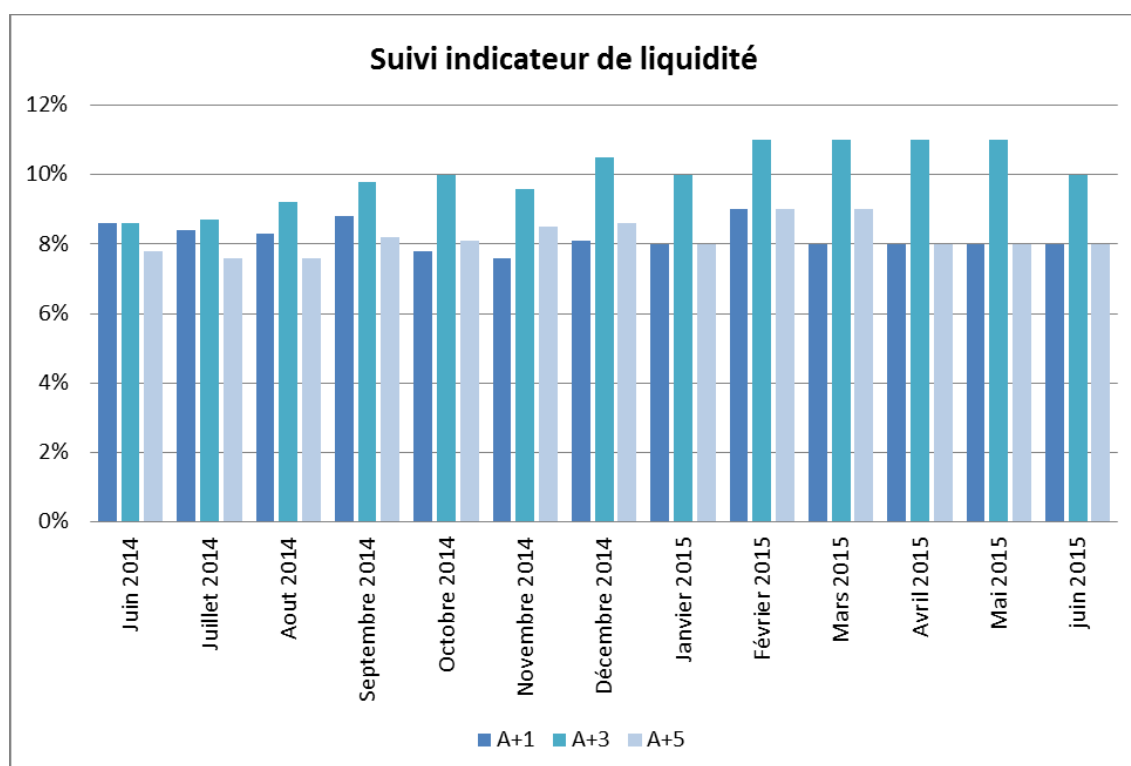


III.2 Risque de liquidité

Le risque de liquidité structurel est mesuré via l'impasse de liquidité moyen – long terme qui correspond aux écoulements statiques stressés des passifs (convention d'écoulement) et des actifs.

Les limites ont toujours été respectées

Les impasses de liquidité mesurées chaque mois entre le 30 juin 2014 et le 30 Juin 2015 sont les suivantes :



Une impasse positive sur une maturité signifie que la banque dispose davantage de ressources que d'emplois sur cette maturité.

L'impasse de liquidité positive sur les maturités inférieures à cinq ans concrétise l'excès de liquidité de La Banque Postale, renforcé par la qualité des actifs financiers détenus et le classement comptable pris en compte pour gérer la liquidité structurelle de la Banque.

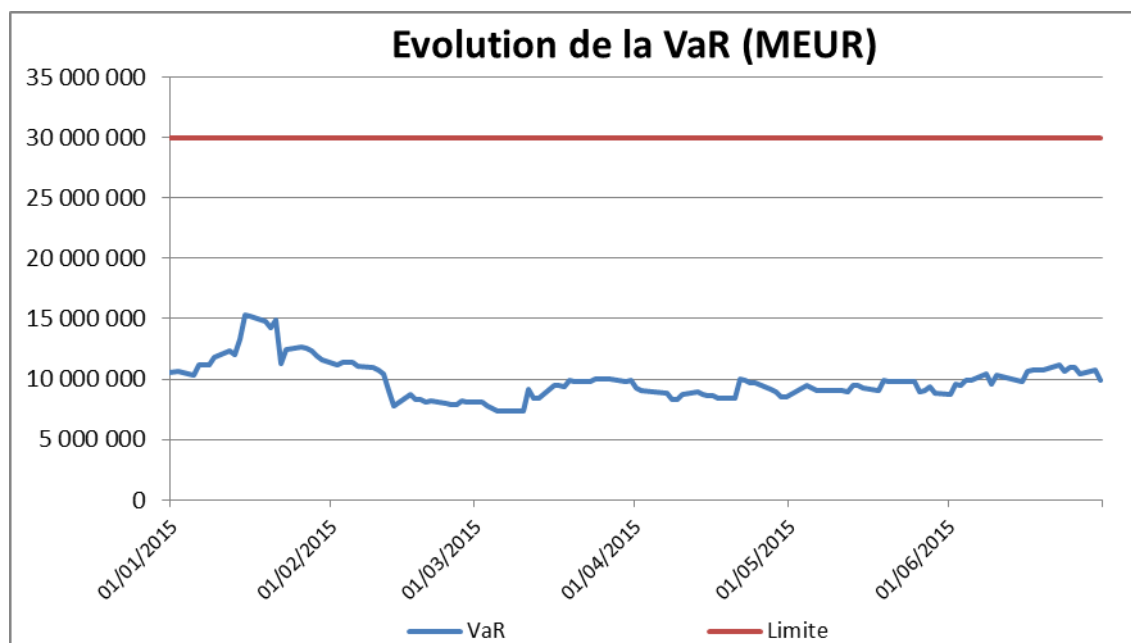
III.3 Risques de marché

La Banque Postale a mis en place des limites de marché encadrant les expositions prises par la Salle des Marchés. Ces limites sont en place au niveau global, ainsi qu'au niveau de chacune des activités de marché de la banque. Les expositions maximales autorisées sont allouées en fonction des besoins et de l'appétit pour le risque, le cadre de limites est validé par le Comité de Pilotage des Risques Groupe, et au-delà par le conseil de surveillance.

Les principaux facteurs de risques auxquels est exposée La Banque Postale sont le risque de spread de crédit, le risque action, le risque de change et dans une moindre mesure le risque de taux.

Value at Risk

La Banque Postale calcule une VaR (1j,99%) sur les expositions de la Salle des Marchés. Celle-ci inclut toutes les positions en LNR, AFS et HFT, ainsi que les couvertures associées.



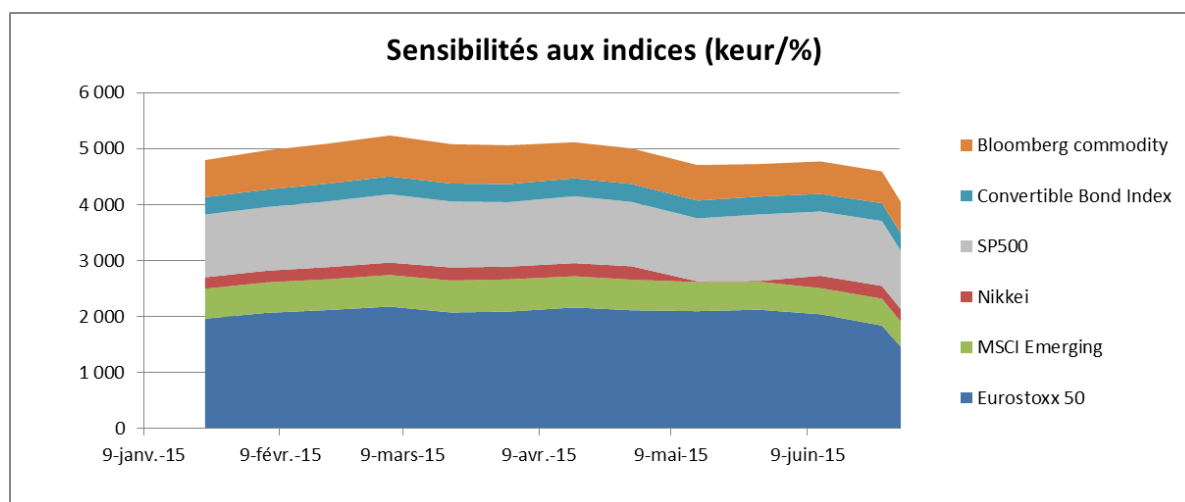
La hausse de la VaR observée en début de période s'explique par le contexte de taux très bas qui, dans un modèle de VaR utilisant des rendements « lognormaux », avait tendance à amplifier la perception de la volatilité. Pour s'adapter au contexte et mieux refléter la réalité du risque, La Banque Postale a modifié son modèle de VaR en janvier 2015, ce qui explique la baisse constatée.

La contribution des facteurs de risques à la VaR au 30/06/2015 est la suivante :

	en MEUR
Spread de crédit	6,24
Action	4,87
Change	3,58
Taux	2,73
Volatilité	0,58
VaR Globale	9,92

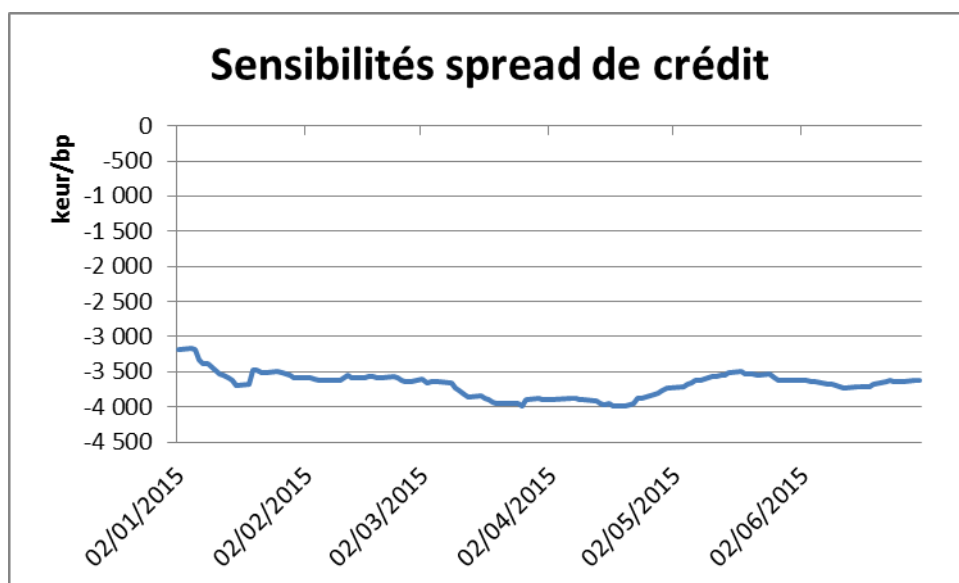
Risque Action

La Banque Postale mesure son exposition au risque action via la sensibilité de son portefeuille à la variation des indices.



Les expositions ont été sensiblement réduites en fin de semestre dans le contexte de regain de volatilité des marchés.

Risque de Crédit

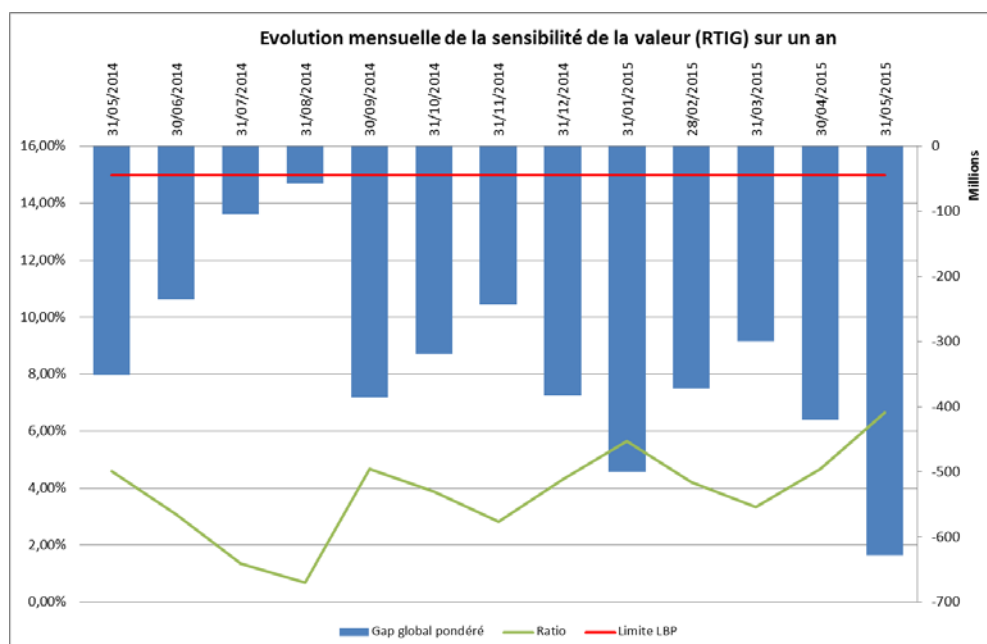


L'exposition au risque de spread de La Banque Postale est relativement stable sur le semestre.

III.4 Risque global de taux

A fin Juin 2015, la sensibilité à un choc de taux de 200bp est estimée à -12% en équivalent fonds propres. La limite de 15% (en équivalent fonds propres) est respectée.

Cette sensibilité traduit une politique de transformation de taux modérée de la Banque Postale.



Les actifs et les passifs sans échéance contractuelle sont écoulés conformément aux scénarii validés par le comité ALM de la banque.

III.5 Exigences et adéquation des fonds propres

Une étape majeure de la réforme de la régulation financière a été franchie le 1^{er} Janvier 2014 avec l'entrée en vigueur de la directive sur les fonds propres réglementaires (CRD IV) suite à son adoption en juin 2013 en même temps que la réglementation y afférente (CRR).

Le règlement européen modifie notamment les ratios de solvabilité minimaux définis en termes de pourcentages de fonds propres à détenir par rapport au volume pondéré des risques. Comparés aux normes antérieures, les pourcentages à respecter ont été relevés et les définitions tant des fonds propres que du volume pondéré des risques ont été durcies.

Au 30 juin 2015, les ratios prudentiels de La Banque Postale se situent bien au-dessus de ces exigences minimales :

	juin.-15 CRR	déc.-14 CRR
Actifs pondérés Totaux (en M€)	53 765	52 662
Actifs pondérés Risques de Crédit	43 268	42 516
Actifs pondérés Risques de Marché	1 622	1 271
Actifs pondérés Risques Opérationnels	8 875	8 875
Montants FP Common Equity Tier 1	7 043	6 691
Montants FP Tier One	7 843	7 491
Montants FP Prudentiels	9 247	8 978
Ratio de Common Equity Tier 1	13.1%	12.7%
Ratio de Tier One	14.6%	14.2%
Ratio de solvabilité	17.2%	17.0%

Ratios publiés selon les règles de CRR/CRDIV publiées le 26 juin 2013

Le ratio **Common Equity Tier 1** fully loaded¹¹ s'élève à **13.9%** au 30 juin 2015, en baisse de 10pb par rapport au 31 décembre 2014.

¹¹ CRDIV-CRR, avec application du compromis Danois.

Ratio Conglomérats

	30.06.2015	31.12.2014
Fonds propres LBP Conglomérats	9 246 787	8 977 843
Ajout des éléments spécifiques des entités ayant une activité d'assurance	2 697 338	2 703 954
Total des fonds propres du conglomérat financier	11 944 126	11 681 797
Exigence de solvabilité bancaire	4 301 203	4 208 454
Besoin de marge des entités ayant une activité d'assurance	2 708 768	2 706 601
Excédent ou insuffisance de fonds propres	4 934 155	4 766 743
Ratio	170%	169%

Ratio de levier

	30.06.2015 (hors acte délégué)	30.06.2015 (avec acte délégué*)
Fonds propres Tier 1	7 843	7 843
Total de bilan IFRS	219 843	219 843
Ajustements	8 288	-71 278
Exposition au ratio de levier	228 131	148 565
Ratio de levier CRR	3,4%	5,3%

*Ratio de levier avec acte délégué sous réserve d'autorisation BCE

III.6 Tableau de variation des expositions souveraines GIPEs

Variations des expositions directes (1) :

(en milliers d'euros)	Déc 2014						Jun 2015	Déc 2014	Jun 2015
	Nominal	Dépréciations	Echéances	Cessions	Acquisitions (2)	Transfert	Nominal	Valeur au Bilan	Valeur au Bilan
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	2 000	-	-	-	-	-	2 000	2 184	2 092
Italie	53 932	-	-	1 000	-	-	52 932	63 000	61 179
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	395 522	-	-	390 522	-	-	5 000	415 574	6 375
Total Actifs financiers disponibles à la vente	451 454	-	-	391 522	-	-	59 932	480 758	69 646
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	1 081 618	-	585 000	-	-	-	496 618	1 107 291	515 347
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	431 000	-	-	-	-	-	431 000	433 858	442 381
Total Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1 512 618	-	585 000	-	-	-	927 618	1 541 149	957 728
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre ne comprenant pas les expositions indirectes que sont les garanties délivrées à des OPCVM du groupe.

(2) Montant correspondant à la juste valeur initiale des titres acquis.

III.7 Risques juridiques

Au titre de la maîtrise des risques juridiques, la Direction juridique a un double rôle. D'une part, fournir une prestation de conseil aux Directions de la banque leur permettant de mesurer les risques juridiques inhérents à leur activité et d'autre part, assurer la défense des intérêts de la banque.

Par ailleurs, la Direction juridique contribue aux travaux de différents comités de la banque :

- dans le cadre du Comité de veille réglementaire, la Direction juridique définit, diffuse et s'assure de la mise en œuvre des positions de principe concernant les textes législatifs et réglementaires qui impactent l'activité de la banque ;
- dans le cadre du Comité des risques opérationnels et du Comité d'examen des nouveaux produits, la Direction juridique analyse et émet des avis sur les dossiers présentés ;
- dans le cadre du Comité contentieux/provisions, la Direction juridique évoque les dossiers contentieux et leur provisionnement ;
- dans le cadre du Comité de coordination du contrôle interne, la Direction juridique participe aux réflexions conduites à propos des travaux d'audit et de contrôle interne ;
- dans le cadre des Comités Watch-list nationaux et des Comités affaires spéciales et contentieux concernant les marchés des entreprises et des collectivités locales, la Direction juridique intervient en qualité de conseil et évoque les dossiers contentieux et leur provisionnement liés à ces marchés.

S'agissant des commissions interbancaires, la situation est la suivante :

- Commissions d'Échanges d'image chèque (EIC).

Le 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a condamné 11 banques de détail et La Banque de France, à une amende de 384,9 millions d'euros pour entente en matière de commissions EIC. La quote-part de La Banque Postale est de 32,9 millions d'euros.

Le 23 février 2012, la Cour d'appel de Paris a réformé la décision de l'Autorité, estimant que le grief d'entente n'était pas constitué. Le montant de l'amende a été restitué à La Banque Postale.

Le 23 mars 2012, le Président de l'Autorité de la concurrence a formé un pourvoi devant la Cour de cassation.

Le 14 avril 2015, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris pour des motifs de procédure. L'affaire a été renvoyée devant la Cour d'appel de Paris pour être nouvelle jugée; La nouvelle décision de la Cour d'appel devrait intervenir fin 2016.

Le 26 mars 2015, l'Autorité de la Concurrence a accepté les engagements pris par les Banques en ce qui concerne les commissions « R » SEPA. Les ajustements proposés par les banques sont rendus obligatoires pour une période de 4 ans à compter du 4 mai 2015.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la Société ait connaissance, qui soit en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société et/ou du Groupe.

Les risques fiscaux sont sous la responsabilité de la Direction fiscale rattachée à la Direction financière de la banque. Cette direction assure de manière centralisée la gestion fiscale et le conseil fiscal pour l'ensemble des différents métiers de la banque ainsi que des filiales de La Banque Postale. Elle assiste ces différents interlocuteurs dans la prévention et le contrôle des risques fiscaux.

La Direction fiscale participe et émet un avis dans le cadre de différents comités internes à savoir notamment le Comité d'examen des produits, le Comité de suivi de veille réglementaire comptabilité prudentiel et gouvernance, le Comité transverse valeurs mobilières et le Comité transverse Épargne.

La Banque Postale fait l'objet d'un avis de redressement sur les conditions d'ouverture et de fonctionnement des comptes d'épargne réglementée sur les années 2009 à 2011. Des échanges sont en cours avec l'Administration Fiscale.

IV Information financière au 30 juin 2014

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2015

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2015	30.06.2014	30.06.2014
			Retraité (1)	Publié
Intérêts et produits assimilés	3.1	2 562 795	2 685 883	2 697 486
Intérêts et charges assimilées	3.1	(993 712)	(1 066 665)	(1 178 658)
Commissions (produits)	3.2	1 239 764	1 153 902	1 153 902
Commissions (charges)	3.2	(133 434)	(134 873)	(127 088)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	3.3	4 669	15 062	15 062
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	3.4	134 220	119 317	219 707
Produits des autres activités	3.5	574 431	486 607	486 607
Charges des autres activités	3.5	(460 050)	(412 743)	(412 743)
PRODUIT NET BANCAIRE		2 928 683	2 846 490	2 854 275
Charges générales d'exploitation	3.6	(2 278 985)	(2 231 731)	(2 213 580)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(97 384)	(103 765)	(103 765)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		552 314	510 994	536 930
Coût du risque	3.7	(73 415)	(71 905)	(71 905)
RESULTAT D'EXPLOITATION		478 899	439 089	465 025
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence		111 018	114 065	114 065
Gains ou pertes nets sur autres actifs		(631)	(145)	(145)
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	285	285
RESULTAT AVANT IMPÔT		589 286	553 294	579 230
Impôts sur les bénéfices	3.8	(203 714)	(180 294)	(183 252)
RESULTAT NET		385 572	373 000	395 978
Intérêts minoritaires		15 321	13 110	15 775
RESULTAT NET PART DU GROUPE		370 250	359 890	380 203
<i>RESULTAT NON DILUE PAR ACTION ORDINAIRE (en euros)</i>		<i>10,52</i>	<i>12,12</i>	<i>12,81</i>
<i>RESULTAT DILUE PAR ACTION ORDINAIRE (en euros)</i>		<i>9,23</i>	<i>10,42</i>	<i>10,98</i>

(1) les retraitements sont présentés dans la note 1.4

Bilan consolidé au 30 juin 2015

(en milliers d'euros)	Notes	30.06.2015	31.12.2014 Retraité (1)	31.12.2014 Publié
ACTIF				
Caisse, banques centrales		3 776 953	1 949 649	1 949 649
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	12 700 198	9 673 696	9 673 696
Instruments dérivés de couverture		1 044 375	1 532 205	1 532 205
Actifs financiers disponibles à la vente	2.2	13 322 859	13 101 974	13 101 974
Prêts & créances sur les établissements de crédit	2.3	83 179 345	83 314 646	83 314 646
Prêts & créances sur la clientèle	2.4	72 265 128	67 856 592	67 856 592
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		181 416	231 296	231 296
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2.5	26 061 943	28 296 514	28 296 514
Actifs d'impôts courants		181 422	200 596	200 596
Actifs d'impôts différés		268 099	188 581	193 786
Comptes de régularisation & actifs divers	2.6	2 685 404	2 287 378	2 287 378
Actifs non courant destinés à être cédés		7 565	2 349	2 349
Participation aux bénéficiaires différée		0	0	0
Participations mises en équivalence	2.9	2 830 188	2 836 602	2 836 602
Immeubles de placement		0	0	0
Immobilisations corporelles		672 521	691 532	691 532
Immobilisations incorporelles		518 617	523 422	523 422
Ecart d'acquisition	2.10	146 608	146 608	146 608
TOTAL		219 842 641	212 833 640	212 838 845
PASSIF				
Banques centrales		0	0	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	2.1	614 607	331 999	331 999
Instruments dérivés de couverture		394 978	432 195	432 195
Dettes envers les établissements de crédit	2.11	17 283 634	15 156 724	15 156 724
Dettes envers la clientèle	2.12	173 621 742	167 910 717	167 910 717
Dettes représentées par un titre		9 369 600	9 390 578	9 390 578
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		469 152	918 956	918 956
Passifs d'impôts courants		22 623	30 744	30 744
Passifs d'impôts différés		124 198	129 863	129 863
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0	0
Comptes de régularisation & passifs divers	2.13	4 118 668	4 885 727	4 899 425
Provisions techniques des entreprises d'assurance et shadow	2.14	1 910 189	1 787 426	1 787 426
Provisions	2.15	832 104	785 149	785 149
Dettes subordonnées	2.16	2 436 257	2 458 098	2 458 098
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE		8 430 949	8 413 796	8 405 536
Capital et réserves liées		5 378 240	5 307 501	5 307 501
Réserves consolidées		2 000 900	1 584 315	1 576 054
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		681 559	844 795	844 795
Résultat de l'exercice		370 250	677 186	677 186
INTERETS MINORITAIRES		213 940	201 668	201 435
CAPITAUX PROPRES		8 644 889	8 615 464	8 606 971
TOTAL		219 842 641	212 833 640	212 838 845

(1) les retraitements sont présentés dans la note 1.4

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

	30.06.2015	30.06.2014 Retraité (1)	30.06.2014 Publié (1)
RESULTAT NET	385 572	373 000	380 203
Eléments recyclables en résultat			
Ecarts de conversion	0	0	0
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente			
<i>Variation de la réserve de réévaluation</i>	(75 789)	86 646	68 873
<i>Reclassement en résultat</i>	(41 836)	(53 191)	(53 191)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
<i>Variation de la réserve</i>	(143 829)	(3 337)	(3 337)
<i>Recyclage en résultat</i>	0	0	0
Elément de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence (2)	(4 532)	165 036	165 036
Impôts différés	104 148	(21 096)	(14 170)
Eléments non recyclables en résultat			
Ecarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	0	0	0
Autres variations	0	0	0
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence (2)	(191)	270	270
Impôts différés	0	(137)	(137)
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NETS D'IMPOTS	(162 029)	174 190	163 344
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES NETS D'IMPOTS	223 543	547 190	570 168
Dont Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe	211 425	523 234	543 547
Dont Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	12 118	23 956	26 621

- (1) L'état du résultat global publié au 30 juin 2014 était présenté sur la base du résultat net part du groupe. Celui du 30 juin 2014 retraité et celui du 30 juin 2015 sont désormais présentés sur la base du résultat net.
- (2) Montants présentés nets d'impôts différés.

Les éléments des entités mises en équivalence concernent exclusivement CNP Assurances.

Tableau de variation des capitaux propres

	Capital (1)	Prime d'émission	Réserves légales, RAN et autres réserves	Réserves consolidées	Gains ou pertes net d'impôts comptabilisés directement en capitaux propres		Résultat part du Groupe	Capitaux propres part du Groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
					Écarts actuariels	Réserves de conversion, Variation de juste valeur des instruments financiers (2) et (3)				
Capitaux propres retraités IFRS au 31 décembre 2013	3 413 735	16 719	1 191 809	1 402 773	-14 308	585 326	575 571	7 171 623	157 674	7 329 296
Affectation du résultat 2013			313 197	262 374			-575 571	0		0
Distribution 2014 au titre du résultat 2013			-260 631					-260 631	-11 900	-272 531
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	52 566	262 374	0	0	-575 571	-260 631	-11 900	-272 531
Effet de l'entrée en application de IFRIC21 (4)				8 493				8 493		8 493
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres					-137	-1 825		-1 962	10 847	8 885
Résultat retraité du 30 juin 2014							359 890	359 890	13 110	373 000
Sous-total	0	0	0	8 493	-137	-1 825	359 890	366 421	23 957	390 378
Quote part dans les variations des capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence				475	-32	165 035	0	165 478		165 478
Autres variations (5)				-23 872		-22 114	0	-45 986	15 882	-30 104
Capitaux propres retraités IFRS au 30 juin 2014	3 413 735	16 719	1 244 375	1 650 243	-14 477	726 422	359 890	7 396 905	185 613	7 582 517
Augmentation de capital	632 673							632 673	8 400	641 073
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	632 673	0	0	0	0	0	0	632 673	8 400	641 073
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						61 962		61 962	9 798	71 760
Résultat retraité du second semestre 2014							317 296	317 296	11 651	328 947
Sous-total	0	0	0	0	0	61 962	317 296	379 258	21 449	400 707
Quote part dans les variations des capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence				247	-4 611	54 153		49 789		49 789
Autres variations (5)			0	-66 174	-768	22 114		-44 828	-13 794	-58 622
Capitaux propres retraités IFRS au 31 décembre 2014	4 046 408	16 719	1 244 375	1 584 316	-19 856	864 651	677 186	8 413 796	201 668	8 615 464
Affectation du résultat 2014	0	0	375 451	301 735	0	0	-677 186	0	0	0
Distribution 2015 au titre du résultat 2014	0	0	-304 648	0	0	0	0	-304 648	-9 741	-314 389
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	70 803	301 735	0	0	-677 186	-304 648	-9 741	-314 389
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	5	-152 458	0	-152 453	-4 687	-157 140
Résultat du 30 juin 2015							370 250	370 250	15 321	385 571
Sous-total	0	0	0	0	5	-152 458	370 250	217 798	10 634	228 432
Quote part dans les variations des capitaux propres des entreprises associées mises en équivalence (6)	0	0	0	-1 515	-191	-9 271	0	-10 977	0	-10 977
Autres variations (7)	0	0	0	116 253	0	-1 273	0	114 980	11 378	126 358
Capitaux propres IFRS au 30 juin 2015	4 046 408	16 719	1 315 177	2 000 788	-20 042	701 649	370 250	8 430 949	213 940	8 644 889

- (1) Au 30 juin 2015, le capital de La Banque Postale est composé de 35 186 153 actions d'une valeur nominale de 115 euros.
- (2) Les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres comprennent les réserves de conversion ; ces dernières proviennent des filiales étrangères consolidées par le groupe CNP Assurances.
- (3) Les gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres comprennent notamment 643 M€ au 30 juin 2015 au titre des gains nets latents sur actifs disponibles à la vente constatés par le groupe CNP Assurances, pour 637 M€ au 31 décembre 2014.
- (4) Il s'agit de l'effet de l'entrée en application de IFRIC21 pour 8,5 M€ en situation intermédiaire.
- (5) Les autres variations observées au cours de l'exercice 2014 proviennent pour 50 M€ de la variation de valeur des options de vente des minoritaires incluant la nouvelle option de vente avec le co-actionnaire de SOFIAP et pour 40 M€ du versement de coupon net d'impôts différés sur la dette obligataire émise.
- (6) Dont 4,9 M€ de sortie de périmètre
- (7) Les autres variations observées au cours du 1^{er} semestre 2015 proviennent principalement de + 98,5 M€ de la cession des titres LBPAM à Aegon, +24 M€ de badwill Sofiap et -4,4 M€ de variations des puts sur minoritaires.

Tableau des flux de trésorerie nette relatifs au premier semestre 2015

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées ainsi que l'acquisition des intérêts minoritaires.

Les activités opérationnelles comprennent les flux qui ne relèvent pas des deux autres catégories. Sont en particulier affectés aux activités opérationnelles, les titres relatifs à des participations stratégiques inscrits dans le portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente » et les « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ».

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes à vue (actif et passif) des établissements de crédit.

	30.06.2015	30.06.2014	30.06.2014
		Retraité	Publié
Résultat avant impôts	589 286	553 294	579 230
+/- Dotations nettes aux amortissements sur immobilisations corporelles et incorporelles	97 607	103 767	103 767
- Variations des écarts d'acquisition et dépréciations des autres immobilisations	(225)	(286)	(286)
+/- Dotations nettes aux provisions et dépréciations	203 548	147 996	147 996
+/- Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(111 018)	(114 065)	(114 065)
+/- Pertes nettes / gains des activités d'investissement	632	145	145
+/- Pertes nettes / gains des activités de financement	0	0	0
+/- Autres mouvements	441 867	373 413	373 413
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	632 412	510 970	510 970
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	2 605 480	(2 236 532)	(2 236 532)
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	502 273	(2 010 189)	(2 010 189)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(876 006)	2 236 307	2 236 307
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(1 338 292)	367 760	341 680
- Impôts versés	(149 530)	(198 264)	(198 120)
= Diminution /augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	743 923	(1 840 918)	(1 866 854)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)	1 965 621	(776 654)	(776 654)
+/- Flux liés aux actifs financiers et participations	85 361	106 846	106 846
+/- Flux liés aux immeubles de placement			
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(81 559)	(66 470)	(66 470)
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	3 802	40 376	40 376
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(314 389)	(252 354)	(252 354)
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	114 819	738 603	738 603
TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)	(199 570)	486 249	486 249
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D)	0	0	0
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	1 769 853	(250 029)	(250 029)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	1 965 621	(776 654)	(776 654)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	3 802	40 376	40 376
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	(199 570)	486 249	486 249
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)	0	0	0
Trésorerie et équivalent de trésorerie à l'ouverture	1 863 432	1 606 909	1 606 909
Caisse, banques centrales (actif et passif)	1 949 649	1 569 984	1 569 984
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(86 217)	36 925	36 925
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la clôture	3 633 713	1 356 880	1 356 880
Caisse, banques centrales (actif et passif)	3 776 953	1 276 480	1 276 480
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(143 240)	80 400	80 400
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	1 769 853	(250 029)	(250 029)

(1) les retraitements sont présentés dans la note 1.4

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES RESUMES

CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER

1 Faits marquants de la période

1.1 Prise de participation d'Aegon Asset Management dans La Banque Postale Asset Management

Le Conseil de Surveillance de La Banque Postale, réuni le 16 décembre 2014, et le Conseil d'administration du Groupe La Poste du 18 décembre 2014 ont autorisé La Banque Postale à entrer en négociations exclusives avec Aegon Asset Management en vue de conclure un partenariat dans le domaine de la gestion d'actifs.

Cet accord comportait une prise de participation minoritaire d'Aegon Asset Management dans La Banque Postale Asset Management à hauteur de 25% pour un montant de 117 M€. La conclusion de cet accord est intervenue le 3 juin 2015 avec comme principal impact l'entrée de minoritaires au capital de La Banque Postale Asset Management. Celle-ci génère un impact répartition groupe / minoritaires de 18,1 M€ au 30 juin 2015 (inclus résultat et affectation de l'écart d'acquisition).

1.2 Finalisation du bilan d'ouverture de SOFIAP

En date du 20 mai 2014, La Banque Postale a acquis 66% de la société SOFIAP. L'allocation du prix d'acquisition a été finalisée au 1er semestre 2015. Les principaux retraitements opérés représentent des montants non significatifs. Ainsi les capitaux propres d'ouverture de la filiale s'établissent à 93.6M€ pour 100% de détention. Compte tenu de la quote-part acquise par La Banque Postale et du prix de revient des titres, le badwill définitif s'établit à 24M€. Il a été enregistré directement dans les réserves consolidées du groupe s'agissant d'une acquisition réalisée l'année précédente.

Actif en IFRS - situation provisoire de mai 2014 (en milliers d'euros)	Avant (en normes IFRS)
Caisse, Banques centrales	1
Instruments dérivés de couverture	5
Actifs financiers disponibles à la vente	24
Prêts et créances sur les établissements de crédit	10 928
Prêts et créances sur la clientèle	1 502 322
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	75 975
Actifs d'impôts courants	10 512
Actifs d'impôts différés	9 408
Comptes de régularisation et actifs divers	12 434
Immobilisations incorporelles, corporelles et immeubles de placement	1 958
Total Actif	1 623 567

Passif en IFRS - situation provisoire de mai 2014 (en milliers d'euros)	Avant (en normes IFRS)
Instruments dérivés de couverture	76 777
Dettes envers les établissements de crédit	1 421 340
Dettes envers la clientèle	1 007
Ecart de réévaluation portefeuilles couverts en taux	3
Passifs d'impôts différés	2 389
Comptes de régularisation et passifs divers	27 244
Provisions	1 247
Fonds propres	93 560
Total Passif	1 623 567

1.3 Ciloger

SF2 a acquis 45% complémentaires des titres de la société Ciloger pour un prix de 19,9 M€ en juin 2015. Le montant total de la participation du Groupe dans la société Ciloger est non matériel au regard des comptes consolidés. Cette participation figure en actifs financiers disponibles à la vente à sa juste valeur au 30 juin 2015. Le groupe La Banque Postale a entamé des négociations en vue d'une cession d'une partie de cette participation.

1.4 Faits marquants de CNP Assurances

1.4.1 Cession de la participation dans CNP BVP à Barclays Bank

Le 22 décembre 2014, CNP Assurances a annoncé le principe de cession de sa participation de 50% dans la société espagnole CNP BVP (CNP Barclays Vida y Pensiones) à Barclays Bank. Au 31 décembre 2014, la participation de CNP Assurances dans la société CNP BVP était comptabilisée conformément aux dispositions de la norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente ». Cette cession a été finalisée le 21 avril 2015, après obtention des autorisations réglementaires nécessaires, pour un montant global de 457 M€ y compris des dividendes exceptionnels de 36 M€. Elle se traduit au 1er semestre 2015 par une plus-value de 248,5 M€ avant impôts, soit 231,8 M€ après impôts.

2. Événements significatifs postérieurs à la clôture Les conditions suspensives de la cession des titres non consolidés Xange Private Equity sont levées au cours du mois et l'opération sera effective fin juillet 2015 (voir note 2.2).

NOTE 1 PRINCIPALES REGLES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

1.1 Cadre réglementaire

En application du règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 imposant aux entreprises dont les titres de dettes sont admis à la cote d'un marché réglementé, d'appliquer le référentiel établi par l'International Accounting Standard Board (IASB), le groupe La Banque Postale établit, depuis le 1^{er} janvier 2007, ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'approuvé par l'Union Européenne. En particulier, le Groupe a choisi de faire usage des dispositions du règlement n°2086/2004 de la Commission Européenne adoptant la norme IAS 39 à l'exception de certaines dispositions. Ce règlement européen permet ainsi d'élire aux relations de couverture de juste valeur, certaines des opérations de macro couverture réalisées dans le cadre de la gestion actif-passif (incluant notamment les dépôts à vue de la clientèle).

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis en conformité avec IAS 34 Information financière intermédiaire. Ils comprennent une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos au 31 décembre 2014. Les états financiers intermédiaires résumés n'incluent pas toutes les informations requises pour les états financiers annuels complets établis en conformité avec les IFRS. Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2014.

Ces états financiers consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire du 27 juillet 2015.

Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à celles utilisées dans les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, à l'exception des points décrits ci-après (note 1.2).

Présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le Groupe a utilisé le format d'états de synthèse proposé par la recommandation n° 2013 04 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros.

1.2 Normes et interprétations appliquées par le Groupe à compter du 1er janvier 2015

Par rapport aux comptes consolidés établis au 31 décembre 2014, le Groupe a mis en œuvre les normes et interprétations suivantes, d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à compter du 1^{er} janvier 2015 :

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'UE
IFRIC 21 « Taxes »	13 juin 2014
Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2011-2013	18 décembre 2014

L'interprétation IFRIC 21 « Taxes » précise les conditions de comptabilisation des prélèvements réalisés par une autorité publique entrant dans le champ d'application d'IAS 37 « Provisions, passifs et passifs éventuels » en fonction de leur fait générateur. Le fait générateur peut être ponctuel, continu et progressif ou naître en fonction de l'atteinte de seuils.

La mise en œuvre de cette interprétation a comme principale conséquence la modification du fait générateur de comptabilisation de certaines taxes : certaines taxes qui étaient réparties sur l'exercice sont comptabilisées en totalité au 1^{er} janvier. Les principales taxes concernées au niveau du Groupe sont la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), la taxe bancaire pour risques systémiques, les taxes foncières ainsi que la contribution au Fonds de résolution unique depuis le 1^{er} janvier 2015, qui sont désormais comptabilisées au 1^{er} janvier de l'exercice d'exigibilité. De plus, la C3S est désormais comptabilisée au 1^{er} janvier de l'exercice où elle devient exigible, sur la base du chiffre d'affaires réalisé lors de l'exercice précédent alors qu'elle était auparavant comptabilisée au cours de l'exercice pendant lequel le chiffre d'affaires, assiette de la taxe, était réalisé.

Le Groupe a appliqué l'interprétation IFRIC 21 pour la première fois au 1^{er} janvier 2015 de manière rétrospective. Les impacts de l'application de cette interprétation sont présentés dans le compte de résultat semestriel consolidé 2014 retraité présenté au paragraphe 1.4. Les capitaux propres consolidés du groupe au 1^{er} janvier 2014 ont également été retraités de l'impact de la C3S. Dans la mesure où certaines taxes sont comptabilisées plus tôt sur l'exercice, cela entraîne une augmentation des charges générales d'exploitation au premier semestre et une diminution du même montant des taxes comptabilisées en charges générales d'exploitation sur le second semestre.

1.3 Normes et interprétations non encore appliquées

L'IASB a publié des amendements à des normes qui ne sont pas d'application obligatoire au 30 juin 2015. Les normes ou interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union Européenne n'entreront en vigueur de manière obligatoire qu'à partir de cette adoption.

Normes ou Interprétations	Date d'adoption par l'Union Européenne	Date d'entrée en vigueur ¹²
Amendements IAS 19 « Régimes à prestations définies - Cotisations des membres du personnel »	17 décembre 2014	1er février 2015
Améliorations annuelles des IFRS - Cycle 2010-2012	17 décembre 2014	1er février 2015

¹ A compter des exercices ouverts au :

Au 30 juin 2015, le Groupe n'a pas anticipé l'application de ces amendements et améliorations de normes.

Ces amendements et améliorations de normes ne devraient pas avoir d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

La norme IFRS 9 relative aux instruments financiers publiée en juillet 2014 mais non encore approuvée par l'Union Européenne n'est pas applicable à ce stade. La norme IFRS 9 remplacera à terme la norme IAS 39 et traite de la classification des instruments financiers, des dépréciations et des opérations de couvertures affectées. Les impacts financiers de cette nouvelle norme sont en cours d'analyse par le Groupe.

1.4 Impact de l'interprétation IFRIC 21 et finalisation de l'intégration globale de La Banque Postale Prévoyance

La première application d'IFRIC 21 a conduit à la présentation de données proforma sur le compte de résultat au 30 juin 2014 soit un impact de -18,2 M€ à la hausse des charges d'exploitation. L'impact est nul sur le compte de résultat au 31 décembre 2014, et de +8,5 M€ sur les réserves en contrepartie de -13,7 M€ sur la dette sociale, -5,2 M€ sur les impôts différés actif.

La mise en œuvre des normes IFRS 10 et 11 a généré l'intégration globale de La Banque Postale Prévoyance dans les comptes du Groupe à compter de 2012.

En 2014, la publication de données proforma a été conduite en application des normes IFRS 3R c'est-à-dire avec réalisation d'un bilan d'ouverture. Celui-ci a été finalisé au cours du second semestre 2014. A des fins de comparabilité, cet impact a été intégré dans les données retraitées au 30 juin 2014 soit un impact en résultat net de 4,8 M€.

La réconciliation entre les données publiées et les données retraitées au compte de résultat est la suivante :

(en milliers d'euros)	30.06.2014 Publié	Impact IFRIC 21	Impact Intégration Globale LBP Prévoyance et reclassement *	30.06.2014 Retraité
Intérêts et produits assimilés	2 697 486		(11 603)	2 685 883
Intérêts et charges assimilés	(1 178 658)		111 993	(1 066 665)
Commissions (produits)	1 153 902			1 153 902
Commissions (charges)	(127 088)		(7 785)	(134 873)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	15 062			15 062
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	219 707		(100 390)	119 317
Produits des autres activités	486 607			486 607
Charges des autres activités	(412 743)			(412 743)
PRODUIT NET BANCAIRE	2 854 275		(7 785)	2 846 490
Charges générales d'exploitation	(2 213 580)	(18 151)		(2 231 731)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(103 765)			(103 765)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	536 930	(18 151)	(7 785)	510 994
Coût du risque	(71 905)			(71 905)
RESULTAT D'EXPLOITATION	465 025	(18 151)	(7 785)	439 089
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	114 065			114 065
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(145)			(145)
Variations de valeur des écarts d'acquisition	285			285
RESULTAT AVANT IMPÔT	579 230	(18 151)	(7 785)	553 294
Impôts sur les bénéfices	(183 252)		2 958	(180 294)
RESULTAT NET	395 978	(18 151)	(4 827)	373 000
Intérêts minoritaires	15 775		(2 665)	13 110
RESULTAT NET PART DU GROUPE	380 203	(18 151)	(2 162)	359 890
<i>RESULTAT NON DILUE PAR ACTION ORDINAIRE (en euros)</i>	<i>12,81</i>			<i>12,12</i>
<i>RESULTAT DILUE PAR ACTION ORDINAIRE (en euros)</i>	<i>10,98</i>			<i>10,40</i>

* Dont un reclassement au 30 juin 2014 des soultes de swaps pour 100,4 M€ des intérêts de couverture vers les gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente.

1.5 Jugements et estimations

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires nécessite de la part de la Direction d'exercer son jugement, de procéder aux meilleures estimations possibles et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs définitives de ces éléments pourront être différentes de ces estimations et avoir une incidence sur les comptes.

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, les jugements significatifs exercés par la Direction pour appliquer les méthodes comptables du Groupe et les sources principales d'incertitude relatives aux estimations sont identiques à ceux ayant affecté les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

NOTE 2 NOTES RELATIVES AU BILAN

2.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par le résultat

Actifs et passifs à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2015			31.12.2014 Retraité		
	Transaction	Option juste valeur	TOTAL	Transaction	Option juste valeur	TOTAL
Effets publics et valeurs assimilées	1 038 906	0	1 038 906	782 728	0	782 728
Obligations et autres titres à revenu fixe	11 019 691	0	11 019 691	8 548 876	0	8 548 876
Actions et autres titres à revenu variable	56 587	0	56 587	45 128	0	45 128
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	12 115 184	0	12 115 184	9 376 732	0	9 376 732
Dettes représentées par un titre	0	4 564	4 564	0	4 552	4 552
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	4 564	4 564	0	4 552	4 552

Dérivés détenus à des fins de transaction

(en milliers d'euros)	30.06.2015		31.12.2014 Retraité	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Instruments dérivés de taux d'intérêt	559 741	574 467	279 336	281 896
Instruments dérivés de crédit	0	906	0	3 266
Instruments dérivés de taux de change	19 357	6 535	11 303	518
Autres instruments dérivés	5 916	28 135	6 325	41 767
Dérivés de transaction à la juste valeur par le résultat	585 014	610 043	296 964	327 447

(en milliers d'euros)	30.06.2015		31.12.2014 Retraité	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Total Actifs et Passifs à la juste valeur par le résultat	12 700 198	614 607	9 673 696	331 999

(en milliers d'euros)	30.06.2015		31.12.2014 Retraité	
	Juste valeur positive	Juste valeur négative	Juste valeur positive	Juste valeur négative
Opérations conditionnelles	5 916	28 135	6 325	41 767
Options de taux	5 916	28 135	6 325	41 767
Autres instruments dérivés	0	20 941	0	23 423
Instruments dérivés sur actions et indices	5 916	7 194	6 325	18 344
Autres dérivés	579 098	581 908	290 639	285 680
Contrat de change	19 357	6 535	11 303	518
Sw ap de taux	559 741	574 467	279 336	281 896
Dérivés de crédit	0	906	0	3 266
Total	585 014	610 043	296 964	327 447

2.2 Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
		Retraité (1)
Effets publics et valeurs assimilées	1 829 823	2 212 602
Obligations et autres titres à revenu fixe	10 130 646	9 427 020
Actions et autres titres à revenu variable	1 208 407	1 344 586
Titres de participation non consolidés	153 983	117 766
Actifs financiers disponibles à la vente	13 322 859	13 101 974
dont gains et pertes latents nets sur titres à revenu fixe (en réserves)	6 504	101 808
dont gains et pertes latents nets sur titres à revenu variable (en réserves)	85 320	58 562

Détail des titres de participation non consolidés

(en milliers d'euros)	30.06.2015					31.12.2014
	Valeur comptable des titres	Avances et créances rattachées	Dépréciations	Valeur nette	Quote part de capital en %	Retraité Valeur nette des titres
Crédit Logement	93 593	0	0	93 593	6%	93 593
Mandarine Gestion	3 640	0	0	3 640	15%	3 640
Ciloger (1)	40 596	0	0	40 596	90%	3 055
Bpifrance Financement (Oséo)	4 147	0	0	4 147	0,15%	3 924
Transactis	2 474	0	0	2 474	50%	2 474
Titres Cadeaux	2 200	0	0	2 200	50%	2 200
Europay	1 339	0	0	1 339	6%	1 339
Xange Private Equity (2)	0	0	0	0		1 237
Autres	6 546	500	(1 052)	5 994		6 304
Total des participations et avances	154 535	500	(1 052)	153 983		117 766

Les titres de participation non consolidés qui n'ont pas de prix coté sur un marché actif et dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont évalués au coût. Leur montant s'élève à 16 706 K€ au 30 juin 2015 contre 20 581 K€ au 31 décembre 2014.

- (1) SF2 a acquis 45% complémentaire des titres de la société Ciloger. Les titres sont évalués à la valeur de transaction (voir faits marquants).
- (2) SF2 a conclu la cession des titres de Xange Private Equity à hauteur de 70% à la société SIGEFI PRIVATE EQUITY. L'opération prévoit également une cession de 20% des titres à La Poste pour le même prix. Elle sera formellement réalisée au cours du 2nd semestre sous réserve de l'accord de l'AMF. Les titres sont reclassés en actifs destinés à être cédés pour un montant de 5,2 M€ correspondant à leur juste valeur.

2.3 Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
		Retraité
Comptes ordinaires débiteurs	219 156	188 180
Comptes et prêts	78 966 863	79 488 425
Titres reçus en pension livrée	2 765 430	1 506 878
Prêts subordonnés et participatifs	190 907	190 251
Dépréciation	0	(4)
Comptes et prêts sur établissements de crédit et assimilés	82 142 356	81 373 730
Titres assimilés à des prêts et créances	1 036 989	1 940 916
Titres assimilés à des prêts et créances	1 036 989	1 940 916
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	83 179 345	83 314 646

Les titres assimilés à des prêts et créances correspondent aux actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable et qui ne sont pas traités sur un marché actif. Depuis 31 décembre 2014, il n'existe plus, en catégorie prêts et créances sur les établissements de crédits, de titres issus de la catégorie Actifs disponibles à la vente, et reclassés au 1er juillet 2008 suite à l'amendement à la norme IAS 39 d'octobre 2008.

Les fonds du Livret A, du Livret de Développement Durable et du Livret d'Epargne Populaire centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « comptes et prêts » s'élèvent à 76 746 M€ au 30 juin 2015 pour 78 063 M€ au 31 décembre 2014.

2.4 Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
		Retraité
Comptes ordinaires débiteurs clientèle (1)	880 711	861 092
Affacturage	45 523	38 057
Crédits de trésorerie	4 306 708	4 043 134
Crédits à l'habitat	54 318 890	53 630 672
Crédits aux personnes morales	2 750 496	1 914 776
Crédit au secteur public local	3 822 049	3 596 600
Autres concours à la clientèle	36 105	61 760
Créances douteuses africaines	22 626	0
Créances douteuses sur créances commerciales	0	22 626
Autres concours à la clientèle	58 731	84 386
Titres reçus en pension livrée	3 460 839	1 747 817
Dépréciations	(399 358)	(379 940)
Prêts et créances sur la clientèle	69 244 589	65 536 594
Opérations de location financement	1 506 092	952 699
Dépréciations	(1 799)	(1 738)
Opérations de location financement	1 504 293	950 961
Titres assimilés à des prêts et créances	1 516 246	1 369 037
Dépréciation	0	0
Titres assimilés à des prêts et créances	1 516 246	1 369 037
Prêts et créances sur la clientèle	72 265 128	67 856 592

(1) Les différés de paiement sur carte sont présentés avec les comptes ordinaires débiteurs.

Les titres assimilés à des prêts et créances correspondent aux actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable et qui ne sont pas traités sur un marché actif. Les titres issus de la catégorie Actifs disponibles à la vente, suite aux reclassements opérés au 1^{er} juillet 2008 et autorisés par l'amendement à la norme IAS 39 d'octobre 2008 ne représentent plus que 2,6 M€ au 30/06/2015 contre 4,3 M€ au 31/12/2014.

2.5 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
		Retraité
Effets publics et valeurs assimilées	23 709 203	25 921 061
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 352 740	2 375 453
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	26 061 943	28 296 514

2.6 Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
		Retraité
Charges constatées d'avance et produits à recevoir	202 530	247 848
Comptes d'encaissement	25 299	5 582
Autres comptes de régularisation	482 533	593 167
Comptes de régularisation	710 362	846 597
Débiteurs divers	1 543 884	1 114 170
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	15 950	2 838
Dépréciation	(5 765)	(16 995)
Actifs divers	1 554 069	1 100 014
Part des réassureurs dans les provisions techniques	3 188	3 234
Autres actifs d'assurance	417 785	337 533
Autres actifs d'assurance et part des réassureurs dans les provisions techniques	420 973	340 767
Comptes de régularisation et actifs divers	2 685 404	2 287 378

2.7 Complément d'information sur les expositions souveraines

Les recensements des expositions souveraines ont été établis selon le périmètre défini par l'Autorité bancaire européenne (ABE), c'est-à-dire en reprenant dans les données les expositions sur les collectivités régionales, les administrations centrales et entreprises bénéficiant d'une garantie de l'Etat.

Les expositions présentées ci-dessous reprennent les expositions des filiales détenues à 50% et plus.

Les informations relatives aux expositions de la CNP sont notamment indiquées dans les faits marquants ou dans l'information financière publiée par cette dernière.

Expositions souveraines 30.06.2015

La Banque Postale ne détient pas d'exposition sur Chypre, la Hongrie et l'Égypte.

(en milliers d'euros)	Total Portefeuille Bancaire	Actifs à la juste valeur par le résultat	Total Expositions directes (1)	Hors bilan	Total Expositions directes et indirectes (2)	Exposition en %
Grèce	0	0	0	0	0	0,0%
Irlande	2 092	0	2 092	0	2 092	0,0%
Italie	576 526	0	576 526	0	576 526	2,1%
Portugal	0	0	0	0	0	0,0%
Espagne	448 756	0	448 756	0	448 756	1,6%
Total GIPEs	1 027 374	0	1 027 374	0	1 027 374	3,7%
Allemagne	2 442 600	0	2 442 600	0	2 442 600	8,8%
Autriche	22 581	0	22 581	0	22 581	0,1%
Belgique	1 658 737	0	1 658 737	0	1 658 737	6,0%
France	19 209 354	1 059 567	20 268 921	0	20 268 921	73,1%
Grande-Bretagne	0	0	0	0	0	0,0%
Luxembourg	18 058	0	18 058	0	18 058	0,1%
Pays-Bas	400 670	0	400 670	0	400 670	1,4%
Pologne	22 483	0	22 483	0	22 483	0,1%
Slovaquie	1 086	0	1 086	0	1 086	0,0%
Slovénie	6 159	0	6 159	0	6 159	0,0%
Suisse	0	0	0	0	0	0,0%
Supranational	689 773	0	689 773	0	689 773	2,5%
Total Europe	24 471 501	1 059 567	25 531 068	0	25 531 068	92,1%
Reste du monde	1 174 953	0	1 174 953	0	1 174 953	4,2%
Total	26 673 828	1 059 567	27 733 395	0	27 733 395	100%

Recensement sur le périmètre ABE incluant les administrations locales et régionales ou les organismes bénéficiant d'une garantie d'Etat.

(1) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre.

(2) Expositions directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

Rappel des expositions souveraines 31.12.2014

(en milliers d'euros)	Total Portefeuille Bancaire	Actifs à la juste valeur par le résultat	Total Expositions directes (1)	Hors bilan	Total Expositions directes et indirectes (2)	Exposition en %
Grèce	0	0	0	0	0	0,0%
Irlande	2 184	0	2 184	0	2 184	0,0%
Italie	1 170 291	0	1 170 291	0	1 170 291	3,9%
Portugal	0	0	0	0	0	0,0%
Espagne	849 432	0	849 432	0	849 432	2,8%
Total GIPEs	2 021 907	0	2 021 907	0	2 021 907	6,7%
Allemagne	2 715 242	0	2 715 242	0	2 715 242	9,0%
Autriche	22 830	0	22 830	0	22 830	0,1%
Belgique	1 559 032	0	1 559 032	0	1 559 032	5,1%
France	20 915 414	782 728	21 698 142	0	21 698 142	71,6%
Grande-Bretagne	0	0	0	0	0	0,0%
Luxembourg	18 364	0	18 364	0	18 364	0,1%
Pays-Bas	199 583	0	199 583	0	199 583	0,7%
Pologne	23 591	0	23 591	0	23 591	0,1%
Slovaquie	1 126	0	1 126	0	1 126	0,0%
Slovénie	6 223	0	6 223	0	6 223	0,0%
Suisse	6 155	0	6 155	0	6 155	0,0%
Supranational	1 142 275	0	1 142 275	0	1 142 275	3,8%
Total Europe	26 609 835	782 728	27 392 563	0	27 392 563	90,4%
Reste du monde	878 025	0	878 025	0	878 025	2,9%
Total	29 509 767	782 728	30 292 495	0	30 292 495	100,0%

(1) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre.

(2) Expositions directes et indirectes : expositions directes auxquelles s'ajoutent les expositions indirectes à travers les garanties délivrées à des OPCVM du Groupe.

Evolution des expositions souveraines aux GIPEs 30.06.2015

Variations des expositions directes (1) :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Déc 2014							Déc 2014	
	Nominal	Dépréciations	Echéances	Cessions	Acquisitions (2)	Transfert	Jun 2015 Nominal	Valeur au Bilan	Jun 2015 Valeur au Bilan
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	2 000	-	-	-	-	-	2 000	2 184	2 092
Italie	53 932	-	-	1 000	-	-	52 932	63 000	61 179
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	395 522	-	-	390 522	-	-	5 000	415 574	6 375
Total Actifs financiers disponibles à la vente	451 454	-	-	391 522	-	-	59 932	480 758	69 646
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	1 081 618	-	585 000	-	-	-	496 618	1 107 291	515 347
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	431 000	-	-	-	-	-	431 000	433 858	442 381
Total Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	1 512 618	-	585 000	-	-	-	927 618	1 541 149	957 728
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(3) Expositions directes : valeur nette comptable (y compris dépréciation) des expositions pour compte propre ne comprenant pas les expositions indirectes que sont les garanties délivrées à des OPCVM du groupe.

(4) Montant correspondant à la juste valeur initiale des titres acquis.

Focus sur les expositions souveraines de certains pays de l'Union européenne au 30.06.2015

Recensement par catégorie :

Les expositions du secteur Assurance étant très peu significatives, elles ne sont pas présentées distinctement du portefeuille des expositions bancaires.

(en milliers d'euros)	Portefeuille Bancaire ⁽¹⁾				Actifs à la juste valeur par résultat	Total Bilan après dépréciations	Hors Bilan	Total Bilan et Hors Bilan
	Prêts et créances	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Total Portefeuille Bancaire				
GRECE	-	-	-	-	-	-	-	-
IRLANDE	-	2 092	-	2 092	-	2 092	-	2 092
ITALIE	-	61 179	515 347	576 526	-	576 526	-	576 526
PORTUGAL	-	-	-	-	-	-	-	-
ESPAGNE	-	6 375	442 381	448 756	-	448 756	-	448 756
Total	-	69 646	957 728	1 027 374	-	1 027 374	-	1 027 374

(1) Les valeurs présentées sont exprimées en valeur nette comptable au bilan.

Représentation des gains et pertes latentes inscrites en réserves :

(en milliers d'euros)	Actifs disponibles à la vente	Gains et pertes latents inscrits en réserve	Niveau de hiérarchie de Juste Valeur
GRECE			
IRLANDE	2 092	69	N1
ITALIE	61 179	7 664	N1
PORTUGAL			
ESPAGNE	6 375	1 169	N1
Total	69 646	8 902	

Impact des dépréciations :

(en milliers d'euros)	Total Bilan et Hors Bilan	dont dépréciations	Total avant dépréciations
GRECE	-	-	-
IRLANDE	2 092	-	2 092
ITALIE	576 526	-	576 526
PORTUGAL	-	-	-
ESPAGNE	448 756	-	448 756
Total	1 027 374	-	1 027 374

Représentation par maturité :

(en milliers d'euros)	Durée restant en années							
	Total Bilan et Hors Bilan	1	2	3	4	5	<=10	>=10
GRECE	-	-	-	-	-	-	-	-
IRLANDE	2 092	2 092	-	-	-	-	-	-
ITALIE	576 526	3 330	192 372	230 066	62 947	70 575	17 236	-
PORTUGAL	-	-	-	-	-	-	-	-
ESPAGNE	448 756	153 242	289 139	-	-	-	-	6 375
Total	1 027 374	158 664	481 511	230 066	62 947	70 575	17 236	6 375

2.8 Expositions non souveraines de certains pays de l'Union Européenne au 30 juin 2015

(en milliers d'euros)	Bancaire	Corporate	Administration publique	Titrisation	Total
Grèce	-	-	-	-	-
Irlande	10 770	96 067	-	-	106 837
Italie	313 079	196 722	-	-	509 801
Portugal	-	1 488	-	-	1 488
Espagne	923 091	77 159	-	-	1 000 250
Total Actifs financiers disponibles à la vente	1 246 940	371 436	0	0	1 618 376
Grèce	-	-	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-
Total Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	0	0	0	0	0
Grèce	-	-	-	-	-
Irlande	30 201	-	-	-	30 201
Italie	-	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-
Total Prêts et créances	30 201	0	0	0	30 201
Grèce	-	-	-	-	-
Irlande	-	40 183	-	-	40 183
Italie	787 793	112 264	-	-	900 057
Portugal	-	-	-	-	-
Espagne	560 508	30 209	-	-	590 717
Total Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 348 301	182 656	0	0	1 530 957

2.9 Participations mises en équivalence

(en milliers d'euros)	30.06.2015		31.12.2014	
			Retraité	
	Valeur de mise en équivalence	Dont Résultat	Valeur de mise en équivalence	Dont Résultat
Groupe CNP Assurances	2 830 188	111 018	2 836 602	198 980
Participations mises en équivalence	2 830 188	111 018	2 836 602	198 980

Les données publiées par le groupe CNP Assurances font apparaître un total de bilan de 401 317,8 M€, un chiffre d'affaires de 16 117,5 M€ et un résultat net (part du Groupe) de 615,3 M€ au 30 juin 2015. La valeur boursière de CNP Assurances est de 10 285,5 M€ au 30 juin 2015.

Enfin la MCEV (Mark Consistent Embedded Value) calculée et publiée par CNP reste très nettement supérieure à la valeur de mise en équivalence de cette dernière dans les comptes du Groupe.

2.10 Ecarts d'acquisition

Flux de la période :

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
		Retraité
Valeur nette au 1er janvier	146 608	146 608
Ecarts résultant de prises de participation	-	-
Cessions	-	-
Dépréciations de la période	-	-
Autres mouvements	-	-
Valeur nette au 30 juin 2015	146 608	146 608

Écarts d'acquisition détaillés :

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014 Retraité
Groupe Tocqueville Finance	27 498	27 498
La Banque Postale Asset Management	24 810	24 810
La Banque Postale Prévoyance	94 300	94 300
Easybourse	4 722	4 722
Total des écarts d'acquisition bruts	151 330	151 330
Dépréciation des écarts d'acquisition	(4 722)	(4 722)
Total des écarts d'acquisition nets	146 608	146 608

2.11 Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014 Retraité
Comptes ordinaires créditeurs	341 968	262 130
Comptes et emprunts	1 301 325	1 527 341
Titres donnés en pension livrée	15 617 885	13 342 830
Autres sommes dues	22 456	24 423
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	17 283 634	15 156 724

2.12 Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014 Retraité
Livret A	61 977 496	62 696 312
Plan et Compte épargne logement	29 640 237	28 211 226
Autres comptes à régime spécial	21 924 122	22 066 774
Comptes d'épargne à régime spécial	113 541 855	112 974 312
Comptes ordinaires créditeurs clientèle	52 768 229	50 400 415
Titres et valeurs données en pension	5 503 244	3 034 704
Comptes à terme	911 113	722 111
Emprunts clientèle financière	288 567	216 422
Autres sommes dues	608 734	562 753
Dettes envers la clientèle	60 079 887	54 936 405
Opérations avec la clientèle	173 621 742	167 910 717

2.13 Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014 Retraité	31.12.2014 Publié
Charges à payer & Produits constatés d'avance	368 651	373 646	373 646
Autres comptes de régularisation	1 138 939	1 289 535	1 289 535
Comptes de régularisation	1 507 590	1 663 181	1 663 181
Dettes de titres	530 130	519 779	519 779
Instruments conditionnels vendus	0	8	8
Dépôts de garanties reçues	1 071 136	1 591 446	1 591 446
Créditeurs divers	825 831	944 638	958 336
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	5 908	8 916	8 916
Passifs divers	2 433 005	3 064 787	3 078 485
Autres passifs d'assurance	178 073	157 759	157 759
Autres passifs d'assurance	178 073	157 759	157 759
Comptes de régularisation et passifs divers	4 118 668	4 885 727	4 899 425

2.14 Provisions techniques des entreprises d'assurance

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014 Retraité
Provisions techniques vie	716 814	697 027
Provisions techniques non vie	398 783	371 888
Provisions pour égalisation	14 367	14 033
Autres provisions	679 900	591 284
Provisions techniques	1 809 864	1 674 232

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014 Retraité
Participation différée passive aux bénéfices	100 325	113 194
Comptabilité reflet	100 325	113 194

Il s'agit des provisions constituées principalement par La Banque Postale Prévoyance.

La provision pour participation différée aux bénéfices résulte de l'application de la « comptabilité reflet » : elle représente la quote-part des assurés, des filiales d'assurance-vie, dans les plus et moins-values latentes et les dépréciations constatées sur les actifs, lorsque la rémunération des contrats est liée à leur rendement.

2.15 Provisions

(en milliers d'euros)	31.12.2014	Dotations	Reprises	Reprises non util.	Autres	30.06.2015
	Retraité					
Provisions sur avantages au personnel	17 017	1 132	(37)	0	1	18 113
Provisions pour risques Epargne Logement	440 491	70 463	0	0	0	510 954
Provisions pour litiges sociaux et charges de personnel	7 152	2 151	(3 892)	(1 035)	(1)	4 375
Provisions pour engagement par signature (1)	35 632	0	(35 404)	(228)	0	0
Autres provisions	284 857	28 938	(9 647)	(5 132)	(354)	298 662
Provisions	785 149	102 684	(48 980)	(6 395)	(354)	832 104

- (1) Cette provision enregistre la garantie délivrée à deux fonds du Groupe avec une garantie du capital à l'échéance et qui avaient été impactés par la restructuration de la dette grecque. Un premier fond est venu à échéance en janvier 2014 sans impact sur le résultat. Le second est venu à échéance le 16 janvier 2015, sans impact sur les comptes du Groupe.

2.16 Dettes subordonnées

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
		Retraité
Dettes subordonnées (1)	2 436 257	2 458 098
Total	2 436 257	2 458 098

(en milliers d'euros)	Date d'émission	Date d'échéance	Taux	Devise d'origine	30.06.2015
Dettes subordonnées à terme (2)	30.11.2010	30.11.2020	4,375%	EUR	750 000
Dettes subordonnées à terme (2)	23.04.2014	23.04.2026	2,750%	EUR	750 000
Dettes subordonnées perpétuelle (3)	13.12.2013		8,000%	EUR	800 000
Total					2 300 000

- (1) Valeur au bilan y compris effet de couverture et coupons courus.
- (2) Les émissions comportent un mécanisme de conversion en dette senior en cas de déqualification réglementaire de l'instrument, pour celle de 2010, avec réduction du coupon de 30 points de base et pour celle de 2014, avec un remboursement de la souche au pair.
- (3) Emission d'une dette perpétuelle convertible en actions et remboursable en cas d'évolution fiscale, comptable, réglementaire ou encore à la date de premier call. Cette dette est admise réglementairement dans les fonds propres Core Tier 1. Les coupons sont payables annuellement.

NOTE 3 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1 Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	30.06.2015		30.06.2014	
	Produits	Charges	Retraité	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Intérêts et assimilés sur opérations de trésorerie et interbancaires (1)	740 783	2 893	881 242	(12 198)
Intérêts et assimilés sur opérations avec la clientèle	1 121 626	(855 672)	1 070 319	(921 100)
Intérêts sur opérations de couverture	175 411	(83 704)	122 363	(85 212)
Intérêts sur actifs disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance	524 975	0	611 959	0
Intérêts sur dettes représentées par un titre	0	(57 229)	0	(48 155)
Produits et charges d'intérêts	2 562 795	(993 712)	2 685 883	(1 066 665)
Produits et charges d'intérêts nets	1 569 083		1 619 218	

(1) Les charges sur opérations de trésorerie et interbancaires sont devenues créditrices du fait des intérêts négatifs enregistrés sur le 1^{er} semestre 2015

Le montant des intérêts perçus au titre de la centralisation des fonds du Livret A, du LDD et du LEP s'élève à 708 M€ au 30 juin 2015 pour 736 M€ au 30 juin 2014.

Dont un reclassement au 30 juin 2014 des soultes sur swaps pour 100,4 M€ des intérêts sur opérations de couverture vers les gains et pertes nets sur actifs disponibles à la vente.

3.2 Commissions

(en milliers d'euros)	30.06.2015		30.06.2014	
	Produits	Charges	Retraité	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions sur opérations de trésorerie et interbancaires	16 242	(1 786)	10 221	(1 058)
Commissions sur opérations avec la clientèle	721 065	(28 176)	691 283	(27 754)
Commissions sur prestations de services financiers	305 023	(70 299)	275 716	(83 665)
Commissions sur opérations sur titres	135 315	(10 296)	122 137	(1 934)
Commissions sur prestations assurance	44 105	(22 650)	37 870	(20 121)
Commissions sur instruments financiers	0	(220)	0	(318)
Autres commissions	18 014	(7)	16 675	(23)
Produits et charges de commissions	1 239 764	(133 434)	1 153 902	(134 873)
Commissions nettes	1 106 330		1 019 029	

3.3 Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	30.06.2015	30.06.2014
		Retraité
Résultat net sur actif financier de transaction (hors dérivé)	18 364	26 576
Résultat net sur instruments de dérivés de transaction	(14 346)	(17 578)
Résultat net de réévaluation des éléments couverts et instruments dérivés de couverture	1 984	5 377
Résultat sur actif financier à la juste valeur sur option	0	747
Résultat sur passifs financiers à la juste valeur sur option	(1 333)	(60)
Gains et pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4 669	15 062

3.4 Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	30.06.2015	30.06.2014
		Retraité
Plus values cessions sur titres à revenu fixe	233 399	195 217
Moins values de cession sur titres à revenu fixe	(123 205)	(115 272)
Dividendes et revenus assimilés	16 953	39 926
Plus values de cession sur titres à revenu variable	6 042	3 488
Moins values de cession sur titres à revenu variable et perte de valeur	(3 010)	(4 040)
Plus ou moins values de cession des prêts et créances	4 041	(2)
Gains ou pertes nets sur actifs disponibles à la vente	134 220	119 317

Dont un reclassement au 30 juin 2014 des soultes sur swaps pour 100,4 M€ des intérêts sur opérations de couverture vers les gains et pertes nets sur actifs disponibles à la vente.

3.5 Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)	30.06.2015		30.06.2014	
	Produits	Charges	Produits	Charges
			Retraité	
Produits rétrocédés, charges refacturées, transfert de charges	12 806	0	13 807	0
Autres produits et charges divers d'exploitation	163 002	(179 696)	122 131	(144 890)
Produits et charges d'assurance	388 215	(269 384)	342 140	(239 474)
Provisions aux autres charges d'exploitation	10 408	(10 970)	8 529	(28 379)
Produits et charges des autres activités	574 431	(460 050)	486 607	(412 743)
Produits et charges nets des autres activités	114 381		73 864	

3.6 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	30.06.2015	30.06.2014
		Retraité
Frais de personnel	(232 648)	(209 863)
Impôts et taxes	(69 514)	(63 525)
Services extérieurs	(1 889 389)	(1 887 417)
Autres charges	(87 434)	(70 926)
Autres charges générales d'exploitation	(2 046 337)	(2 021 868)
Charges générales d'exploitation	(2 278 985)	(2 231 731)

3.7 Coût du risque

(en milliers d'euros)	30.06.2015	30.06.2014
		Retraité
Dotations aux dépréciations clientèle	(176 568)	(243 459)
Reprises de dépréciations clientèle	150 780	217 571
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des dépréciations	(75 570)	(107 661)
Pertes sur créances irrécouvrables non provisionnées	(11 211)	(13 804)
Récupération sur créances amorties	2 748	2 747
Dotations aux dépréciations sur actifs financiers en souffrance	0	0
Reprises de dépréciation sur actifs financiers en souffrance	0	0
Dotations / reprises aux autres dépréciations	36 406	72 701
Coût du risque	(73 415)	(71 905)

3.8 Impôts sur les bénéfices et impôts différés

(en milliers d'euros)	30.06.2015	30.06.2014
		Retraité
Impôts courants	(179 343)	(205 941)
Impôts différés	(24 371)	25 647
Impôts	(203 714)	(180 294)

Les impôts différés sont constatés au taux de 38% pour les différences temporaires se dénouant en 2015. Le taux d'impôt hors contribution additionnelle est appliqué pour les différences temporaires se dénouant ultérieurement.

Analyse de la charge d'impôt :

(en milliers d'euros)	30.06.2015		30.06.2014	
			Retraité	
Résultat net part de groupe	370 250		359 890	
Part des intérêts minoritaires	15 321		13 110	
Quote-part de résultat des mises en équivalence	(111 018)		(114 065)	
Ecart d'acquisition	0		(285)	
Charge d'impôt	(203 714)		(180 294)	
Résultat comptable avant impôt	478 268	38,00%	438 944	38,00%
Charge d'impôt théorique	(181 742)		(166 799)	
Effets des différences permanentes	(15 125)	3,16%	(18 042)	4,11%
Effets des taux d'imposition	2 551	-0,53%	12 214	-2,78%
Effet de l'imposition des dividendes	(6 805)	1,42%	(3 824)	0,87%
Autres effets	(2 593)	0,54%	(3 843)	0,88%
Charge d'impôt comptabilisée	(203 714)	42,59%	(180 294)	41,07%

NOTE 4 ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Valeur contractuelle des engagements donnés et reçus :

(en milliers d'euros)	30.06.2015	31.12.2014
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
En faveur d'établissement de crédit et assimilés	150 415	200 302
En faveur de la clientèle	18 002 110	17 747 456
Total des engagements de financement donnés	18 152 525	17 947 758
Reçus d'établissements de crédit et assimilés	1 497 772	2 551 647
Reçus de la clientèle	28	740 035
Total des engagements de financement reçus	1 497 800	3 291 682
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
En faveur d'établissement de crédit et assimilés	330 021	369 669
En faveur de la clientèle (1)	3 024 854	3 065 976
Total des engagements de garantie donnés	3 354 875	3 435 645
Reçus d'établissements de crédit et assimilés	29 466 096	29 351 940
Reçus de la clientèle	9 463 274	8 687 215
Total des engagements de garantie reçus	38 929 370	38 039 155
ENGAGEMENTS SUR TITRES		
Titres à livrer	303 396	1 039 830
Total des engagements donnés sur titres	303 396	1 039 830
Titres à recevoir	202 307	108 442
Total des engagements reçus sur titres	202 307	108 442
AUTRES ENGAGEMENTS		
Autres engagements donnés	7 002 765	6 658 677
Total des autres engagements donnés	7 002 765	6 658 677

(1) Y compris les garanties de capital et de performance accordées aux détenteurs de parts d'OPCVM générées par les entités du Groupe.

Engagement relatif au Crédit Logement :

La Banque Postale s'est engagée à maintenir les fonds propres de base du Crédit Logement à hauteur de sa quote-part au sein du capital de cette société, soit 6 %, afin que cette dernière respecte le ratio de solvabilité. La Banque Postale, s'est engagée à reconstituer, le cas échéant, le fonds mutuel de garantie de Crédit Logement, qui garantit la défaillance des emprunteurs sur les prêts cautionnés par ce dernier. Le montant de cet engagement, qui correspond à la quote-part des encours distribués par La Banque Postale, s'élève au 30 juin 2015 à 330 M€. Ce montant s'élevait au 31 décembre 2014 à 369 M€.

Juste valeur des actifs reçus en garantie et dont le Groupe peut disposer :

La juste valeur des titres reçus en pension livrée s'élève à 6 226 M€ au 30 juin 2015 pour 3 255 M€ au 31 décembre 2014.

Les appels de marge sur les titres mis en pension et les dérivés représentent un montant de 1,9 Mds € au 30 juin 2015 pour 1,7 Mds € au 31 décembre 2014.

Autres engagements donnés :

Il s'agit principalement du montant des titres nantis au profit de la Banque Centrale Européenne dans le cadre de l'engagement de financement reçu de cette dernière (financement 3G). Cet engagement de garantie donné est enregistré pour la valeur de marché des titres nantis avant prise en compte des « haircuts » différenciés pour les titres et les créances. Cet engagement donné (1,508 Md€) vient en contrepartie d'un engagement de financement reçu (1,510 Md€) de la Banque de France (financement 3G).

Les autres engagements enregistrent également à partir de 2013, le nantissement de crédits immobiliers qui viennent en couverture des émissions obligataires réalisées par la société de financement à l'habitat du Groupe (La Banque Postale Home Loan SFH) pour un montant de 5.268 M€.

NOTE 5 JUSTE VALEUR D'ÉLÉMENTS DU BILAN

5.1 Juste valeur d'éléments du bilan comptabilisés au coût amorti

Le tableau ci-dessous indique la juste valeur d'éléments du bilan comptabilisés au coût amorti.

	30.06.2015		31.12.2014	
(en milliers d'euros)	Montant au bilan	Juste valeur	Montant au bilan	Juste valeur
ACTIF				
Prêts et créances sur les établissements de crédits	83 179 345	83 524 233	83 314 646	83 563 873
Prêts et créances sur la clientèle	72 265 128	73 743 297	67 856 592	71 508 473
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	26 061 943	29 129 032	28 296 514	31 875 644
PASSIF				
Dettes envers les établissements de crédit	17 283 634	15 935 653	15 156 724	15 735 275
Dettes envers la clientèle	173 621 742	173 215 777	167 910 717	171 152 035
Dettes représentées par un titre	9 369 600	9 553 417	9 390 578	8 968 069
Dettes subordonnées	2 436 257	2 540 675	2 458 098	2 601 363

Juste valeur des crédits

Le périmètre retenu est l'ensemble des crédits tirés et inscrits au bilan de La Banque Postale. Les crédits accordés mais non encore tirés ne sont pas pris en compte : l'hypothèse retenue étant que comme leur taux venait d'être fixé, leur valeur ne devait pas s'éloigner du nominal prêté.

Les principales hypothèses sous-jacentes à la détermination de la juste valeur sont les suivantes pour les types de crédits commercialisés par la banque :

- La juste valeur des découverts sur comptes à vue est présumée correspondre à l'encours comptable en raison de leur faible durée (obligation pour le client de redevenir créancier en moins d'un mois).
- La juste valeur des crédits est déterminée sur base de modèles internes consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêts sur la durée restant à courir actualisés sur la base des taux de cessions internes.

Juste valeur des dépôts

Les principales hypothèses sous-jacentes au calcul sont les suivantes :

- Pour les dépôts dont le taux de rémunération est administré, les Livrets B, Livrets Jeune, les Plans d'épargne Populaire et les comptes à terme, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur comptable de l'encours.
- La juste valeur des dépôts à vue est présumée correspondre à la valeur comptable de l'encours nette de la valeur pied de coupon des swaps en couverture des dépôts à vue (via l'option « carve out »).

Instruments de dettes détenus ou émis

La juste valeur des instruments financiers cotés correspond au cours de cotation à la clôture. La juste valeur des instruments financiers non cotés est déterminée par actualisation des flux futurs au taux du marché en vigueur à la date de clôture.

Tous ces instruments sont considérés comme de niveau 2, les paramètres les plus significatifs au regard de la valeur de marché de ces instruments étant considérés comme observables indirectement.

5.2 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisée au bilan

Les instruments financiers sont présentés dans la note 5.2 selon trois niveaux en fonction d'un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et paramètres utilisés pour leur valorisation :

- Niveau 1 : Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques.
Il s'agit notamment des actions cotées et des dérivés sur marchés organisés (futurs, options...).
- Niveau 2 : Instruments valorisés à l'aide de données autres que les prix visés au niveau 1 et qui sont observables pour l'actif et le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix).
Il s'agit d'instruments dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables et des modèles standards ou des instruments qui sont valorisés en se référant à des instruments similaires cotés sur un marché actif. Ce classement concerne les swaps de taux, caps, floors...
- Niveau 3 : Instruments valorisés à l'aide de données qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).
Il s'agit principalement des titres de participation non cotés.

La valeur de marché des titres de participation non cotés classés en titres disponibles à la vente est déterminée par référence à certains critères tels que l'actif net, les perspectives de rentabilité et l'actualisation de cash flows futurs. Les titres de participation non consolidés dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont évalués au coût.

Le prix coté dans le cadre d'un actif détenu ou d'un passif à émettre est généralement le prix offert à la vente (bid) et le prix offert à l'achat (ask) lorsqu'il s'agit d'un passif détenu ou d'un actif à acquérir.

Actifs financiers

(en milliers d'euros)	30.06.2015			31.12.2014		
	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Effets publics et valeurs assimilées	1 038 906	0	0	782 728	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	2 888 582	8 131 109	0	2 803 328	5 745 548	0
Actions et autres titres à revenu variable	56 587	0	0	45 128	0	0
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	3 984 075	8 131 109	0	3 631 184	5 745 548	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par le résultat	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	559 741	0	0	279 336	0
Instruments dérivés de cours de change	0	19 357	0	0	11 303	0
Instruments dérivés sur actions et indices	0	5 916	0	0	6 325	0
Dérivés de transaction	0	585 014	0	0	296 964	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	939 773	0	0	1 358 548	0
Instruments dérivés de couverture de juste valeur	0	939 773	0	0	1 358 548	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	104 602	0	96 462	77 195	0
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	0	104 602	0	96 462	77 195	0
Effets publics et valeurs assimilées	1 794 347	35 476	0	2 176 801	35 801	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 743 445	387 201	0	8 765 582	661 438	0
Actions et autres titres à revenu variable	804 120	279 607	124 680	963 072	265 042	116 472
Titres de participation non consolidés	(0)	40 596	113 388	(0)	0	117 766
Actifs financiers disponibles à la vente	12 341 912	742 881	238 068	11 905 455	962 281	234 238

Transfert du niveau 1 vers le niveau 2 : 18,3 M€ (3 titres à revenus fixes dont les prix ne sont plus représentatifs d'un prix coté sur le marché actif) et 41,8 M€ (suite à l'affinement de la méthode de classement en hiérarchie de juste valeur de dérivés de taux d'intérêts).

Transfert du niveau 2 vers le niveau 1 : 2,8 M€ (passage en Mark to Market de 4 titres à revenus variables).

Transfert du niveau 3 vers le niveau 1 : 7,6 M€ (passage en Mark to Market d'un titre à revenu variable)

Transfert du niveau 3 vers le niveau 2 : -40,6 M€ (passage en valeur de transaction des titres Ciloger)

Passifs financiers

(en milliers d'euros)	30.06.2015			31.12.2014		
	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Valorisation déterminée par des prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Technique de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Technique de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)
Dettes représentées par un titre	0	4 564	0	0	4 552	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat sur option	0	4 564	0	0	4 552	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	574 467	0	0	281 896	0
Instruments dérivés de cours de change	0	6 535	0	0	518	0
Autres instruments dérivés	0	20 941	0	0	23 423	0
Instruments dérivés de crédit	0	906	0	0	3 266	0
Instruments dérivés sur actions et indices	0	7 194	0	0	18 344	0
Instruments dérivés de transaction	0	610 043	0	0	327 447	0
Passifs financiers à la juste valeur par le résultat	0	614 607	0	0	331 999	0
Instruments dérivés de taux d'intérêts	0	394 978	0	0	432 195	0
Instruments dérivés de couverture de juste valeur	0	394 978	0	0	432 195	0

Transferts du niveau 1 vers le niveau 2 : Néant

Transferts du niveau 2 vers le niveau 1 : Néant

Evaluations de la juste valeur relevant du niveau 3 : rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture

(en milliers d'euros)	30.06.2015					
	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	Actifs financiers à la juste valeur sur option par le résultat	Dérivés de transaction	Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers disponibles à la vente	Total
OUVERTURE					234 238	234 238
Total gains et pertes enregistrés en résultat					(70)	(70)
Total gains et pertes enregistrés en capitaux propres					5 571	5 571
Achats					17 278	17 278
Ventes					(6 755)	(6 755)
Emissions					0	0
Remboursements					(400)	(400)
Transfert vers ou hors niveau 3					(10 460)	(10 460)
Transfert dans le "niveau 3"					0	0
Autres mouvements					(1 334)	(1 334)
CLOTURE					238 068	238 068

Les actifs financiers disponibles à la vente évalués à la juste valeur relevant du niveau 3 sont des titres de participation non consolidés qui n'ont pas de prix de marché, ainsi que des titres à revenu variable (principalement des FCPR et FCPI).

Evaluations de la juste valeur relevant du niveau 3 : profits et pertes de la période comptabilisés en résultat

(en milliers d'euros)	Gains et pertes nettes sur actifs et passifs financiers à la JV par résultat	Gains et pertes nets sur actifs AFS	Produits et charges d'intérêts sur opérations sur instruments financiers
Total gains et pertes enregistrés en résultat N au titre des actifs financiers	0	1 431	0
Total gains et pertes enregistrés en résultat N au titre des passifs financiers	0	0	0

NOTE 6 INFORMATION SECTORIELLE

Le groupe La Banque Postale est structuré autour des pôles suivants :

- **La banque de détail** regroupe les activités de La Banque Postale, des SCI CRSF Métropole, CRSF Dom et Tertiaire Saint Romain qui portent les immeubles d'exploitation de la Banque, de La Banque Postale Financement, d'Easybourse, de La Banque Postale Crédit aux Entreprises, de La Banque Postale Collectivités Locales, de La Banque Postale Home Loan SFH, de BPE, de SOFIAP ainsi que la holding SF2 et le FCT Elise 2012.

- **Le pôle assurance** se compose du groupe CNP Assurances, LBP Prévoyance, La Banque Postale Assurance Santé, La Banque Postale Assurances IARD, LBP Conseil en Assurances et Sopassure.

- **La gestion d'actifs** avec le groupe La Banque Postale Asset Management, La Banque Postale Structured Asset Management, Tocqueville Finance Holding, Tocqueville Finance SA et La Banque Postale Gestion Privée.

L'activité du Groupe est réalisée en France à l'exception des filiales étrangères de CNP Assurances.

Les transactions, intra ou inter secteurs sont conclues à des conditions commerciales de marché.

6.1 Résultat par secteurs d'activité

Résultat net par secteurs d'activité au 30 juin 2015 (hors coût de rémunération des fonds propres par secteur)

(en milliers d'euros)	Banque de détail	Assurance	Gestion d'actifs	Total
PRODUIT NET BANCAIRE	2 746 057	92 225	90 401	2 928 683
Charges générales d'exploitation	(2 197 510)	(44 715)	(36 760)	(2 278 985)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(94 047)	(2 069)	(1 268)	(97 384)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	454 500	45 441	52 373	552 314
Coût du risque	(73 415)	0	0	(73 415)
RESULTAT D'EXPLOITATION	381 085	45 441	52 373	478 899
Quote part de résultat MEE	0	111 018	0	111 018
Gains et pertes sur autres actifs	(631)	0	0	(631)
Ecart d'acquisition	0	0	0	0
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	380 454	156 459	52 373	589 286
Impôts sur les bénéfices	(163 390)	(23 114)	(17 210)	(203 714)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	217 064	133 345	35 163	385 572
Intérêts minoritaires	7 872	7 012	437	15 321
RESULTAT NET PART DU GROUPE	209 192	126 332	34 726	370 250

Résultat net retraité par secteurs d'activité au 30 juin 2014 (hors coût de rémunération des fonds propres par secteur)

(en milliers d'euros)	Banque de détail	Assurance	Gestion d'actifs	Total Retraité
PRODUIT NET BANCAIRE	2 678 042	92 789	75 659	2 846 490
Charges générales d'exploitation	(2 150 566)	(45 340)	(35 825)	(2 231 731)
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(100 945)	(1 590)	(1 230)	(103 765)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	426 531	45 859	38 604	510 994
Coût du risque	(67 178)	(4 727)	0	(71 905)
RESULTAT D'EXPLOITATION	359 353	41 132	38 604	439 089
Quote part de résultat MEE	0	114 065	0	114 065
Gains et pertes sur autres actifs	(145)	0	0	(145)
Ecart d'acquisition	285	0	0	285
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	359 493	155 197	38 604	553 294
Impôts sur les bénéfices	(146 654)	(20 594)	(13 046)	(180 294)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	212 839	134 603	25 558	373 000
Intérêts minoritaires	6 729	6 213	168	13 110
RESULTAT NET PART DU GROUPE	206 110	128 390	25 390	359 890

NOTE 7 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

SOCIETES	Nationalité	Méthode	Mouvements	% Contrôle	% Intérêt	Méthode	% Contrôle	% Intérêt
				30.06.2015	30.06.2015		31.12.2014	31.12.2014
<i>Banque de détail</i>								
LA BANQUE POST ALE	Française	MERE	-	100,00	100,00	MERE	100,00	100,00
SCI CRSF DOM	(2) Française	GLOB	-	99,94	99,94	GLOB	99,94	99,94
SCI CRSF METROPOLE	(2) Française	GLOB	-	99,99	99,99	GLOB	99,99	99,99
SCI TERTIAIRE SAINT ROMAIN	(2) Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
SF2	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
LA BANQUE POST ALE FINANCEMENT	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
LA BANQUE POST ALE CREDIT ENTREPRISES	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
EASYBOURSE	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
FCT ELISE 2012	Française	GLOB	-	95,00	95,00	GLOB	95,00	95,00
BPE	Française	GLOB	-	99,99	99,99	GLOB	99,99	99,99
LA BANQUE POST ALE COLLECTIVITES LOCALES	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
LA BANQUE POST ALE HOME LOAN SFH	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
SOFIAP	Française	GLOB	-	66,00	66,00	GLOB	66,00	66,00
<i>Assurance</i>								
GROUPE CNP ASSURANCES	Française	EQUI	-	36,25	20,15	EQUI	36,25	20,15
LA BANQUE POST ALE PREVOYANCE	Française	GLOB	-	50,00	50,00	GLOB	50,00	50,00
LA BANQUE POST ALE CONSEIL EN ASSURANCES	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
SOPASSURE	Française	CONJ	-	50,02	50,02	CONJ	50,02	50,02
LA BANQUE POST ALE ASSURANCES IARD	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
LA BANQUE POST ALE ASSURANCES SANTÉ	Française	GLOB	-	65,00	65,00	GLOB	65,00	65,00
<i>Gestion d'actifs</i>								
LA BANQUE POST ALE GESTION PRIVEE	Française	GLOB	-	100,00	100,00	GLOB	100,00	100,00
LA BANQUE POST ALE ASSET MANAGEMENT	Française	GLOB	-	75,00	75,00	GLOB	100,00	100,00
LA BANQUE POST ALE STRUCTURED ASSET MANAGEMENT	Française	GLOB	-	100,00	75,00	GLOB	100,00	100,00
TOCQUEVILLE FINANCE HOLDING	Française	GLOB	-	92,52	92,52	GLOB	92,52	92,52
TOCQUEVILLE FINANCE SA	Française	GLOB	-	99,89	92,42	GLOB	99,89	92,42

(1) Méthodes de consolidation :
GLOB : Intégration globale

EQUI : Mise en équivalence

CONJ : Contrôle conjoint comptabilisé pour la quote-part des actifs, passifs et résultats détenus

(2) SCI détenant les immeubles d'exploitation de la Banque

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

63, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine cedex

KPMG Audit

Tour Eqho
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2015

Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015

Aux Actionnaires

LA BANQUE POSTALE S.A.

115, rue de Sèvres
75275 PARIS Cedex 06

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à:

- L'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société La Banque Postale S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.
Les comptes semestriels consolidés résumés ont été arrêtés sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence,

l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris la Défense, le 30 juillet 2015

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

KPMG Audit

Département de KPMG S.A.

Agnès Hussherr

Marie-Christine Jolys

Associée

Associée

V Informations complémentaires

V.1 Statuts

Aucun changement des statuts depuis le 18 novembre 2014. Les statuts sont disponibles dans le chapitre 8 du Document de Référence 2014.

V.2 Changements significatifs

Aucun changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe n'est survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des États financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés en date du 23 février 2015.

V.3 Accessibilité du Document de Référence au public

Tous les documents mis à la disposition du public dans les conditions légales peuvent être consultés au siège de La Banque Postale, 115 rue de Sèvres, 75275 Paris Cedex 06. Les documents de référence de La Banque Postale sont également disponibles sur le site Internet www.labanquepostale.fr.

V.4 Perspectives

Dans le courant du second semestre 2015, La Banque Postale mettra en œuvre les plans d'action définis dans le cadre de son projet stratégique. Engagée en faveur de la transition énergétique, La Banque Postale complètera les offres du Groupe La Poste au travers de sa compétence en matière de financement.

Par ailleurs, les discussions sur le renouvellement du partenariat entre CNP et LBP se poursuivent dans un climat constructif, en vue d'une entrée en vigueur de l'accord début 2016.

VI Responsables du contrôle des comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG Audit

Membre de KPMG SA

Tour Eqho

2. Avenue Gambetta

CS60055

92066 Paris La Défense

PriceWaterhouseCoopers Audit (672006483 RCS Nanterre) et **KPMG Audit** (775726417 RCS Nanterre) sont enregistrés comme commissaires aux comptes, membres de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du Haut Conseil du commissariat aux comptes.

VII Responsable de l'actualisation du document de référence

M. Rémy Weber, Président du Directoire,

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, constitué par les sections de la présente actualisation listées dans la table de concordance à la section VIII, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, KPMG Audit et PricewaterhouseCoopers Audit, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de la présente actualisation.

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014, présentés dans ce Document de référence, ont fait l'objet d'un rapport des contrôleurs légaux, figurant aux pages 171 à 172 de ce document, qui contient une observation.

Fait à Paris, le 31 juillet 2015,

Le Président du Directoire,

Rémy Weber

VIII Table de concordance de l'actualisation du document de référence

Table de concordance (Annexe 1 du règlement européen 8009/2004)		Rubriques Annexe 1 du règlement européen 8009/2004
Actualisation du Document de Référence	Page	
Personnes responsables	71	1
Contrôleurs des comptes	70	2
Informations financières sélectionnées		3
Informations financières historiques		3.1
Informations financières intermédiaires	26-66	3.2
Facteurs de risque	16-25	4
Informations concernant l'émetteur		5
Histoire et évolution de la société	1	5.1
Investissements	41-44	5.2
Aperçu des activités		6
Principales activités	1	6.1
Principaux marchés	-	6.2
Evénements exceptionnels	-	6.3
Dépendance éventuelle	-	6.4
Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	-	6.5
Organigramme		7

Description sommaire	2	7.1
Liste des filiales importantes	2 ;41	7.2
Propriétés immobilières, usines et équipements		8
Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	27	8.1
Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	-	8.2
Examen de la situation financière et du résultat		9
Situation financière	1-14	9.1
Résultat d'exploitation	1-14	9.2
Trésorerie et capitaux		10
Capitaux de l'émetteur	29	10.1
Source et montant des flux de trésorerie	31	10.2
Conditions d'emprunt et structure financière	26-66	10.3
Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	NA La Banque Postale n'est exposée à aucuns covenants.	10.4
Source de financement attendue	-	10.5
Recherche et développement, brevets et licences	-	11
Informations sur les tendances	69	12

Prévisions ou estimations du bénéfice	Néant	13
Organes d'administration, de direction de surveillance et direction générale		14
Organes d'administration et de direction	-	14.1
Conflit d'intérêt a niveau des organes d'administration et de direction	-	14.2
Rémunération et avantages		
Montant de la rémunération versée et avantages en nature	-	15.1
Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins de versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	-	15.2
Fonctionnement des organes de direction		16
Date d'expiration des mandats actuels	-	16.1
Contrat de service liant les membres des organes d'administration	-	16.2
Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations	-	16.3
Gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur	-	16.4
Salariés		17
	Nombre de salariés	1
Participation et stock options	-	17.2
Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur	-	17.3

Principaux actionnaires		18
Actionnaires détenant plus de 5% du capital social	-	18.1
Existence de droits de vote	-	18.2
Contrôle de l'émetteur	-	18.3
Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle	-	18.4
Opération avec des apparentés	-	19
Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		20
Informations financières historiques	26-66	20.1
Informations financières pro forma	NA	20.2
Etats financiers	26-66	20.3
Vérification des informations financières annuelles	-	20.4
Date des dernières informations remontées	30 juin 2015	20.5
Informations financières intermédiaires et autres	26-66	20.6
Politique de distribution des dividendes	-	20.7
Procédures judiciaires et d'arbitrage	24-25	20.8
Changement significatif de la situation financière ou	69	20.9

commerciale		
Informations complémentaires		21
Capital social	-	21.1
Actes constitutifs et statuts	69	21.2
Contrats importants	-	22
Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		23
Processus d'établissement des informations sociales et environnementales	-	23.1
Documents accessibles au public	69	24
Informations sur les participations	1-41	25
Evénements importants survenus entre la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion a été fait (article L 232-1 al. 2 du code de commerce)	69	
Tableaux des cinq derniers exercices	-	
Information relative aux données non financières sociales et environnementale	-	
Rapport de gestion		
Analyse des résultats, de la situation financière, des risques et liste des délégations en matière d'augmentation du capital de la société mère et de l'ensemble consolidé	1-25	
Information requise susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique (article L. 225-100-3 du code de commerce)	-	
Charges fiscalement non déductibles	-	
Honoraires des CAC	-	
Informations relatives aux rachats d'actions (alinéa 2 de l'article L. 225-211 du code de commerce)	-	

Rapport du Président sur les travaux du conseil de surveillance et les procédures de contrôle interne	-	
Prise de participation sur l'exercice, article L. 233-6	-	
Evénements importants survenus entre la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport de gestion a été fait, article L 232-1 al. 2 du code du commerce	69	
Tableaux des cinq derniers exercices	-	
Information relative aux données non financières sociales et environnementale	-	

IX Table de concordance du rapport financier semestriel

« En application de l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, la présente actualisation comprend les informations du rapport financier semestriel mentionné à l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et à l'article 222-4 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers ».

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	N° de page
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	71
RAPPORT D'ACTIVITE	1-25
• Principaux évènements survenus pendant les six premiers mois de l'exercice	4-5
• Principaux risques et incertitudes	16-25
• Principales transactions entre parties liées	-
COMPTES CONSOLIDES	26-66
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013	67